

Engagements pris
engagements tenus



Le rôle joué
par le Canada
à la présidence
du Sommet
des Amériques



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada

DCS
CA1 EA 2003C55 EXP
Commitments made commitments kept
Canada's contribution as chair of
the Summit of the Americas. --
65798016

Pour obtenir des exemplaires de cette brochure et
d'autres publications du MAECI, prière de s'adresser au

Service de renseignements (SXGI)
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais) ou (613) 944-4000

Télécopieur : (613) 996-9709

Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

© Sa Majesté le Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre des Affaires étrangères, 2003

N° au catalogue : E2-486/2003

ISBN 0-662-67381-6



Message du Premier ministre

Le Canada a eu l'honneur de présider le processus du Sommet des Amériques ces trois dernières années. À compter du 9 juin 2003, c'est à l'Argentine que revient ce privilège et cette responsabilité

C'est avec plaisir qu'en avril 2001, à Québec, le Canada a accueilli les 34 chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus des Amériques afin qu'ils puissent s'attaquer ensemble à des problèmes communs. La Déclaration et le Plan d'action de Québec énoncent une série d'engagements visant à renforcer la démocratie, promouvoir la prospérité et réaliser le potentiel humain.

On trouvera dans les pages qui suivent plus de détails sur ces initiatives et sur les progrès accomplis depuis. L'une des réalisations les plus importantes a été l'adoption, en septembre 2001, de la Charte démocratique interaméricaine. Celle-ci a joué un rôle important en aidant les pays du continent à affronter les défis à la démocratie.

Le Canada a la chance de faire partie des Amériques. Nous continuerons de collaborer étroitement avec nos partenaires pour y faire avancer la démocratie, le développement social et la prospérité au cours des années à venir.



A handwritten signature in cursive script that reads "Jean Chrétien". The ink is dark and the signature is fluid and elegant.

Jean Chrétien
Premier ministre du Canada

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Renforcement de la démocratie | 1 |
| Un cadre démocratique interaméricain | 2 |
| Droits de la personne et libertés fondamentales | 2 |
| Justice, primauté du droit et sécurité de l'individu | 2 |
| Création d'une société civile à l'échelle du continent | 3 |
| Renforcement de la sécurité continentale | 3 |
| Promotion de la prospérité | 5 |
| Travail et emploi | 5 |
| Commerce, investissement et stabilité financière | 6 |
| L'Amérique verte | 7 |
| Gestion agricole et développement rural | 8 |
| Réalisation du potentiel humain | 9 |
| Priorités en éducation | 9 |
| Promotion de la santé | 10 |
| Problèmes de développement | 11 |
| Promotion de l'égalité des sexes | 12 |
| Collaboration entre les peuples autochtones .. | 12 |
| Promotion de la diversité culturelle | 13 |
| Connectivité | 14 |
| Un avenir pour les enfants et les jeunes des Amériques | 15 |
| Conclusions | 16 |



Le Premier ministre Chrétien et les chefs d'État, de gouvernement et de délégation à la Citadelle, Québec, avril 2001.

Renforcement de la démocratie

Du 20 au 22 avril 2001, le Canada a accueilli à Québec le troisième Sommet des Amériques, qui réunissait les 34 chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus de l'hémisphère occidental.

Les Sommet des Amériques fournissent aux dirigeants des pays du continent l'occasion de discuter de l'état de ce dernier et de mettre au point un plan d'action destiné à guider leurs gouvernements dans un effort commun pour améliorer la vie des habitants de leurs pays. À Québec, les participants ont abordé toute une variété de sujets qui préoccupent le Canada et ses partenaires – démocratie, droits de la personne, justice, primauté du droit, sécurité humaine, société civile, égalité des sexes, peuples autochtones, environnement, migration, santé, éducation, diversité culturelle et commerce.

Les dirigeants ont émis une Déclaration et un Plan d'action détaillé dans lesquels sont énoncés les principaux engagements et sont annoncées d'importantes nouvelles initiatives. Ces initiatives se regroupent sous 18 rubriques qui ont toutes pour objet de renforcer la démocratie, promouvoir la prospérité et réaliser le potentiel humain.

La grande réussite du Sommet de Québec a été l'adoption de la « clause démocratique », qui affirme que le respect de la démocratie est une condition impérative de la participation aux Sommets des Amériques et au processus qui y est relié. Après la rencontre de Québec, les ministres des affaires étrangères ont négocié la Charte démocratique interaméricaine, laquelle affirme clairement que la démocratie est le principe fondamental de l'hémisphère occidental. Ensemble, la clause et la Charte établissent de nouvelles normes qui servent de base à une coopération accrue entre les pays des Amériques. Nonobstant les divergences qui pourraient survenir, tous conviennent que les institutions et les pratiques démocratiques sont indispensables au progrès.



Page de signature de la Déclaration de Québec

Non seulement peut-on observer une progression plus marquée de la démocratie dans une bonne partie des Amériques, mais on constate également qu'il existe un engagement ferme à assurer son maintien, à réaliser toutes ses possibilités et à mettre en échec les forces qui pourraient menacer sa viabilité.



Le processus du Sommet aide à faire mieux connaître la richesse des systèmes juridiques et judiciaires des pays du continent tout en accroissant l'efficacité de l'approche multilatérale pour développer les capacités de chaque système national.

Un cadre démocratique interaméricain

Le Canada appuie depuis longtemps la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la consolidation de la paix, la sécurité humaine et la poursuite des valeurs démocratiques au sein du continent américain. Les Canadiens peuvent être fiers de savoir que les valeurs auxquelles ils attachent une grande importance sont partagées par les autres pays des Amériques et estiment à bon droit que cela est d'un excellent augure pour l'avenir. L'empressement des participants au Sommet de Québec à adopter la clause et la Charte démocratiques était sans précédent dans l'histoire des Amériques. La Charte a déjà été invoquée plusieurs fois depuis son adoption en septembre 2001 et elle n'a pas tardé à devenir un élément essentiel du cadre institutionnel interaméricain. Ainsi, elle a permis la mise en place en Haïti, par l'Organisation des États américains (OEA), d'un processus qui a empêché la dégradation de la situation dans ce pays. Dans le contexte de la crise qui a secoué le Venezuela, on a fait appel à la Charte pour signaler clairement qu'on ne tolérerait pas un coup d'État, et aussi pour permettre au secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, d'engager un dialogue pour atténuer les tensions qui se sont manifestées dans le pays. Le gouvernement du Nicaragua a évoqué la Charte en 2002 dans le cadre de la lutte contre la corruption, et la Charte a également guidé les efforts en vue de réduire les tensions en Bolivie au début de 2003. Chacun de ces événements a démontré la solidité du cadre que nous avons édifié. Non seulement peut-on observer une progression plus marquée de la démocratie

dans une bonne partie des Amériques, mais on constate également qu'il existe un engagement ferme à assurer son maintien, à réaliser toutes ses possibilités et à mettre en échec les forces qui pourraient menacer sa viabilité.

Droits de la personne et libertés fondamentales

Le Canada accorde une place prioritaire à la protection et la promotion des droits de la personne dans ses contacts avec les pays des Amériques et il continue de promouvoir activement la cause des droits fondamentaux à travers le continent.

Le Plan d'action issu du Sommet de Québec énonce des mesures concrètes pour renforcer le système interaméricain des droits, notamment par des efforts en vue de soutenir le fonctionnement de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Ces mesures ont depuis été mises en place. C'est le Canada qui a proposé la résolution adoptée par l'OEA en vue d'encourager les États membres à veiller à ce que chacune de ces deux grandes institutions dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

Justice, primauté du droit et sécurité de l'individu

Le processus du Sommet des Amériques offre aux juristes du continent américain la possibilité de procéder à des échanges d'idées sur les moyens de combattre les activités criminelles tout en respectant la primauté du droit et en assurant la sécurité des individus. Le processus du Sommet aide aussi à faire mieux connaître la richesse des systèmes juridiques et judiciaires des pays du continent tout en accroissant l'efficacité de l'approche multilatérale pour développer les capacités de chaque système national.

Les initiatives en cours ont pour but de faciliter les échanges entre les experts en jurisprudence et en systèmes pénaux. Une connaissance plus approfondie des systèmes propres à chacun des États membres favorise la coopération et permet aux juristes de répondre plus rapidement et de manière plus pertinente aux demandes d'aide de tout genre. Cela a également pour effet de renforcer la démocratie en rendant la justice davantage accessible aux citoyens, et d'accroître l'efficacité de l'État. L'action entreprise par le Canada par l'intermédiaire du Centre d'études de la justice des Amériques (établi à Santiago du Chili) pour promouvoir les réformes judiciaires à travers le continent est une retombée directe du Sommet de Québec.

Dans la Déclaration émise lors du Sommet, les dirigeants ont reconnu que la corruption « mine les valeurs démocratiques fondamentales, ébranle la stabilité politique et nuit à la croissance économique, et de ce fait, menace les intérêts vitaux » des pays des Amériques. Cette préoccupation a mené à la mise en place d'un mécanisme de suivi pour la Convention interaméricaine contre la corruption, lequel a pour but de favoriser le respect de la Convention, de surveiller les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption et de fournir un point de rencontre pour la discussion des expériences et pratiques les plus fructueuses. La première série d'examen est en cours. En février 2003, le comité d'experts a approuvé le rapport consacré à l'application, en Argentine, de certaines dispositions de la Convention qui font l'objet d'un examen dans cette série d'évaluations; le rapport a été publié depuis.

L'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption a été créée en octobre 2002. Des députés canadiens ont lancé une initiative complémentaire, les Parlementaires latino-américains contre la corruption. Avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), ce réseau est déterminé à combattre la corruption de l'intérieur en préconisant une législation sévère et en imposant aux gouvernements l'obligation de rendre compte de leurs actes.

Collaboration interparlementaire

Avant le Sommet de Québec, les parlementaires de tous les pays des Amériques avaient déjà commencé à collaborer en vue d'accroître leur aptitude à contribuer à la société civile. Lors d'une réunion tenue à Ottawa en mars 2001, ils ont lancé le Forum interparlementaire des Amériques.

Le Canada assume actuellement la présidence du Forum, qui a acquis une personnalité propre et joue un rôle de premier plan dans le processus du Sommet. Les parlementaires sont le fondement même du principe de la gouvernance moderne, qui repose sur la notion de partenariat. Ils ont un rôle précieux à jouer pour renforcer la démocratie en veillant à ce que la coopération interaméricaine s'appuie sur un plan d'action équilibré qui reflète les préoccupations des citoyens du continent.

Création d'une société civile à l'échelle du continent

En acceptant de présider le Sommet de Québec, le Canada savait à quel point il importe de promouvoir la participation des citoyens au projet d'édification de la communauté interaméricaine. Un des points saillants de son mandat a été sa détermination à accroître la transparence des activités et des institutions qui constituent le « processus du Sommet des Amériques ». D'importants progrès ont été réalisés à cet égard, comme le démontre le niveau de participation sans précédent des Canadiens et des citoyens de tous les pays du continent.

La vision canadienne en ce qui a trait à la transparence et au dialogue est partagée par nos partenaires du Sommet. Depuis la cinquième réunion des ministres du commerce des Amériques (Toronto, 1999) jusqu'à l'Assemblée générale de l'OEA (Windsor, 2000) et au Sommet de Québec lui-même, l'apport des organisations de la société civile s'est accru considérablement.

Sous la présidence du Canada, les activités préparatoires à la rencontre de Québec ont été marquées par un degré d'ouverture sans précédent aux groupes de la société civile du Canada et des autres pays des Amériques. Leurs préoccupations ont ainsi été prises en compte dans la formulation du Plan d'action émis lors du Sommet. Autre exemple de son adhésion au principe du dialogue et de la transparence, le Canada a invité une soixantaine d'organisations du Canada et des Amériques à participer, dans le cadre du Sommet, à une table ronde avec les ministres des affaires étrangères des pays représentés. Bref, on reconnaît aujourd'hui qu'en encourageant la participation des citoyens, le Canada a aidé à transformer le système interaméricain.

Renforcement de la sécurité continentale

Le Plan d'action de Québec prévoit la tenue en 2004 d'une conférence spéciale pour conclure l'examen de tous les aspects de diverses approches de la sécurité dans les Amériques. À la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la date de la conférence a été devancée à la fin de 2003. Les attentats

On reconnaît aujourd'hui qu'en encourageant la participation des citoyens, le Canada a aidé à transformer le système interaméricain.



Photo ACDI : Brian Atkinson

Après avoir activement participé à la création d'un nouvel instrument, la Convention interaméricaine contre le terrorisme, le Canada a été le premier pays à la ratifier (en décembre 2002). La totalité de ses dispositions ont déjà été mises en œuvre.

En cette ère de mondialisation et d'intégration régionale, il faut trouver de nouveaux moyens de combattre les menaces qui affectent les personnes, les États, les régions et le monde entier afin de pouvoir renforcer la sécurité interaméricaine.

du 11 septembre ont également donné une impulsion au Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme (CITCE), créé par l'OEA. Le comité a rapidement évalué l'aptitude des États à se protéger contre le terrorisme et mis en lumière les secteurs où s'imposait un effort plus intense.

La Plan d'action appelait également les États à adhérer aux accords internationaux sur la lutte antiterroriste. Après avoir activement participé à la création d'un nouvel instrument, la Convention interaméricaine contre le terrorisme, le Canada a été le premier pays à la ratifier (en décembre 2002). La totalité de ses dispositions ont déjà été mises en œuvre. Le Canada a également participé activement aux deuxième (2002) et troisième (2003) sessions ordinaires du CITCE, qui ont renforcé encore davantage la coopération interaméricaine dans la lutte antiterroriste. En outre, il contribue financièrement à la mise sur pied par le CITCE d'une base de données de référence, accessible en ligne, à l'intention des organismes publics et des experts en lutte antiterroriste.

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la drogue à travers les Amériques, notamment dans le cadre de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et par sa participation à un mécanisme multilatéral d'évaluation par les pairs qui permet de suivre les mesures prises par les États membres, ensemble ou à titre individuel. Élu à la vice-présidence du

CICAD en décembre 2002, le Canada sera l'hôte de la session de l'automne 2003, alors qu'il accédera à la présidence. Parmi les initiatives qui ont bénéficié des contributions versées au CICAD ces dernières années, on peut signaler un programme de formation des juges et des procureurs consacré au blanchiment d'argent et l'École régionale de lutte antidroque de la Communauté andine.

Le Canada participe d'ailleurs vigoureusement à la lutte contre le blanchiment d'argent. Il collabore notamment aux activités et au financement du Groupe antillais d'action financière (CFATF), un organisme chargé de l'application coordonnée des normes visant à combattre cette activité criminelle. En 2002-2003, il a contribué au financement des exercices de typologie du CFATF et offert des services de formation axés sur la façon de traiter les recettes provenant d'activités criminelles dans le cadre du Programme antillais de lutte contre le blanchiment d'argent.

Le Canada a été l'un des principaux animateurs de la campagne en faveur de l'adoption de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (dite « Convention d'Ottawa ») et il s'est employé à faire en sorte qu'elle soit endossée par les Sommets de Santiago et de Québec. L'Amérique est d'ailleurs en train de devenir le premier continent à être exempt de mines : en effet, 33 des 34 pays qui participent aux Sommets ont déjà signé la Convention d'Ottawa, et 32 d'entre eux l'ont ratifiée. Le Canada a lancé plusieurs initiatives en vue de favoriser la réalisation des objectifs de la Convention à travers les Amériques, de répondre aux besoins des localités touchées par les mines et d'accroître les ressources affectées à l'action antimines.

On reconnaît depuis quelques années que la notion de sécurité englobe non seulement la question de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, mais aussi celle de l'apparition de nouvelles menaces dirigées contre les États ou susceptibles de compromettre la sécurité personnelle et collective et le bien-être des citoyens. En cette ère de mondialisation et d'intégration régionale, il faut trouver de nouveaux moyens de combattre les menaces qui affectent les personnes, les États, les régions et le monde entier afin de pouvoir renforcer la sécurité interaméricaine. Le Canada est au nombre des pays qui préconisent un élargissement de la notion et de l'approche conventionnelle de la sécurité afin de faire échec à ces nouvelles menaces – politiques, économiques, sociales, environnementales ou sanitaires – qui peuvent mettre en péril les personnes et les sociétés, et compromettre l'aptitude des autorités démocratiques légitimes à gouverner.

Responsabilité sociale des entreprises

Le Canada a été le principal instigateur de la première Conférence sur la responsabilité sociale des entreprises des Amériques, qui a eu lieu à Miami du 22 au 24 septembre 2002. Cette rencontre résultait d'un mandat énoncé par les dirigeants dans le Plan d'action issu du Sommet de Québec. Elle a accueilli plus de 500 participants venus de 28 pays du continent, représentant tous les secteurs de la société – autorités publiques, entreprise privée, société civile – et plusieurs organisations multilatérales.

Parmi les résultats les plus importants de la conférence, il faut signaler l'engagement renouvelé des organisations multilatérales (notamment la Banque interaméricaine de développement, l'OEA et la Banque mondiale) à soutenir les efforts des gouvernements, de la société civile et du secteur privé en vue de créer un cadre favorisant la responsabilité sociale des entreprises. On a par ailleurs reconnu que l'État peut aider celles-ci à exercer leurs activités d'une manière responsable en maintenant un régime de bonne gouvernance, en assurant une réglementation stable et en appuyant les initiatives des entreprises en matière de responsabilité sociale.

Promotion de la prospérité

Les négociations qui se déroulent actuellement en vue de la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) font partie intégrante du processus général du Sommet des Amériques. La ZLEA, qui vise avant tout à promouvoir la prospérité, viendra compléter les initiatives du Sommet axées sur le renforcement de la démocratie et la réalisation du potentiel humain. La ZLEA est l'élément le plus visible de ce processus, son but premier étant de favoriser la croissance et le développement par une intégration économique plus poussée afin de réaliser les objectifs généraux du Sommet.

Travail et emploi

Les négociations de la ZLEA visent avant tout à créer des emplois et à favoriser la prospérité à travers les Amériques. Le Canada est résolu, dans le contexte des négociations de la ZLEA et par la suite, à faire en sorte que les bienfaits de la libéralisation des échanges commerciaux et de la croissance économique soient répartis de manière équitable.

Le Canada joue un rôle important pour ce qui est de la mise en œuvre des engagements relatifs au travail et à l'emploi énoncés dans le Plan d'action de Québec. Depuis son accession à la présidence de la XII^e Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT) en octobre 2001, il a contribué à la réalisation d'un plan d'action concret qui propose notamment de promouvoir la Déclaration de l'Organisation internationale du travail sur les principes et droits fondamentaux au travail, de renforcer l'aptitude des ministères du travail à appliquer les lois et politiques pertinentes, de venir en aide aux économies de petite taille, et de chercher à mieux comprendre les dimensions du travail dans le contexte du processus du Sommet des Amériques en vue de conclure un accord dans ce domaine.

Un fait marquant de la présidence du Canada a été le niveau de participation sans précédent des organisations patronales et syndicales à la formulation et à l'application du plan d'action de la CIMT.

Pour s'acquitter de ses engagements, la CIMT a créé deux groupes de travail, le premier chargé d'analyser les diverses facettes de la mondialisation et l'autre, de trouver des moyens de renforcer les

capacités des ministères du travail. Plusieurs ateliers ont été organisés dans divers pays des Amériques pour se pencher sur des questions comme l'impact du commerce et de l'intégration économique sur le travail, les modes d'emploi non conventionnels, le « fossé numérique », la sécurité sociale et les inégalités entre hommes et femmes.

Après avoir pris des mesures concrètes pour améliorer les conditions de travail au sein des Amériques, le Canada cédera au Brésil la présidence de la CIMT en septembre 2003.

Le Canada est résolu, dans le contexte des négociations de la ZLEA et par la suite, à faire en sorte que les bienfaits de la libéralisation des échanges commerciaux et de la croissance économique soient répartis de manière équitable.



Photo ACDI : Pierre St-Jacques

La création de la ZLEA pourrait mener à un accroissement considérable des échanges commerciaux à travers le continent, ce qui se traduirait par une hausse du PIB de tous les pays du continent et les aiderait à réaliser leurs objectifs économiques et sociaux.



Commerce, investissement et stabilité financière

Le but du projet de Zone de libre-échange des Amériques est de stimuler la croissance et de favoriser la prospérité d'un bout à l'autre du continent. La ZLEA sera la plus vaste zone de ce genre au monde : son produit intérieur brut global (environ 19,7 billions de dollars) représentera en effet près de 40 % de l'activité économique mondiale, soit une proportion supérieure à celle de l'Union européenne¹.

Un accord commercial à l'échelle de l'hémisphère occidental ouvrira de nouveaux marchés, stimulera la concurrence au sein des secteurs de production de biens et services, et encouragera ainsi l'innovation et la modernisation des économies. Il établira par ailleurs des règles instaurant un environnement stable et prévisible, propre à favoriser l'investissement et la stabilité financière à travers les Amériques.

Les résultats de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui procure aux économies du Canada, des États-Unis et du Mexique des bienfaits réciproques, préfigurent les gains qu'engendrera la libéralisation des échanges à l'échelle du continent. La création de la ZLEA pourrait mener à un accroissement considérable des échanges commerciaux à travers le continent, ce qui se traduirait par une hausse du PIB de tous les pays du continent et les aiderait à réaliser leurs objectifs économiques et sociaux.

Le principe de la ZLEA avait déjà été débattu lors du premier Sommet des Amériques, tenu à Miami en décembre 1994. Au deuxième Sommet (Santiago, avril 1998), les dirigeants des 34 pays démocratiques du continent ont lancé des négociations devant mener à la création de la nouvelle zone. Le Canada a été le premier pays à assumer la présidence du processus de la ZLEA, ce qui lui a donné l'occasion de faire preuve de sa détermination à resserrer les liens entre les pays du continent et à promouvoir la libéralisation des échanges. À la fin de son mandat, lors de la réunion des ministres du commerce qui a eu lieu de Toronto en novembre 1999, on pouvait constater que des progrès concrets avaient été réalisés en vue de la phase suivante des négociations.

¹ Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires figurant dans ce document sont exprimées en dollars canadiens.

La ZLEA et les rapports commerciaux du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles

Sans tambour ni trompette, le Canada a établi ces dernières années des liens plus étroits et plus solides que jamais avec l'Amérique latine et les Antilles. Il a notamment conclu un accord de libre-échange avec le Chili et, le 23 avril 2001, il signait une entente similaire avec le Costa Rica. En outre, le Canada envisage la possibilité de conclure des accords commerciaux avec la République dominicaine, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et la Communauté andine (Bolivie, Équateur, Pérou et Venezuela). Il a également entamé des négociations officielles avec quatre pays d'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) en vue de la conclusion d'un traité de libre-échange.

Le Canada reste un acteur important dans ces pourparlers. Il assume actuellement la présidence du groupe de négociations sur le règlement des différends, ainsi que la vice-présidence du groupe sur les subventions et sur les droits antidumping et compensateurs. Il continue par ailleurs de préconiser la transparence dans les négociations. À leur réunion d'avril 2001 à Buenos Aires, les ministres du commerce ont appuyé la proposition canadienne de rendre publique l'ébauche consolidée du texte de négociation de l'accord de la ZLEA. Les ministres ont par la suite convenu de publier la deuxième ébauche lors de leur réunion de novembre 2002 à Quito. Ces résultats montrent que les efforts déployés par le Canada depuis plusieurs années pour promouvoir la transparence des négociations commerciales portent fruit. Le Canada a promis son appui entier aux efforts d'assistance technique en matière de commerce dans le cadre du programme de coopération annoncé à Quito.

| Pays ou région de destination | Population (en millions) | Exportations canadiennes en 2002 (en millions de dollars canadiens) |
|-------------------------------------|--------------------------|---|
| Amérique du Sud | | 2 319 |
| Amérique centrale (sauf le Mexique) | | 1 312 |
| Mexique | | 2 395 |
| Antilles | | 1 006 |
| Total | 500 | 7 032 |
| Inde | | 637 |
| Indonésie | | 487 |
| Russie | | 243 |
| Europe de l'Est | | 770 |
| France | | 1 963 |
| Allemagne | | 2 907 |
| Total | 1 936 | 7 007 |

Les échanges entre le Canada et le groupe Amérique latine et Antilles sont souvent éclipsés par ceux qu'il entretient avec ses grands partenaires commerciaux. Le tableau ci-dessus permet néanmoins de saisir l'importance relative de nos rapports commerciaux avec ces pays. On peut y constater que les exportations canadiennes vers les Antilles, le Mexique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud dépassent l'ensemble des expéditions vers l'Inde, l'Indonésie, la Russie, la France, l'Allemagne et l'Europe de l'Est, malgré l'écart considérable qui sépare les deux groupes de pays du point de vue démographique².

² Les données statistiques proviennent du site <http://strategis.ic.gc.ca>

L'Amérique verte

Pendant son mandat à la présidence du Sommet des Amériques, le Canada a fait des progrès importants dans les dossiers environnementaux, aussi bien dans l'arène mondiale qu'au sein des Amériques et de son propre territoire.

Le Canada a notamment accompli un grand pas dans la lutte contre les effets des changements climatiques planétaires en ratifiant le Protocole de Kyoto en décembre 2002. Il est à l'heure actuelle le seul pays des Amériques à s'être fixé une cible impérative pour la réduction des émissions dans les délais prévus par le Protocole de Kyoto.

Il est à l'heure actuelle le seul pays des Amériques à s'être fixé une cible impérative pour la réduction des émissions dans les délais prévus par le Protocole de Kyoto.



À l'échelle régionale, le Canada participe activement aux mesures de coopération prises dans des dossiers très préoccupants, par exemple, les rapports entre la santé et l'environnement et entre le commerce et l'environnement, la qualité de l'air et de l'eau, la variabilité et le changement climatique, et la gestion des produits chimiques. Son rôle consiste surtout à conforter les ressources des institutions et des pays du continent en ce qui a trait à l'amélioration des politiques, méthodes de gestion et règles environnementales, à l'adaptation au changement climatique – notamment dans des secteurs comme l'énergie, l'eau et l'assainissement de l'eau, les mines et les hydrocarbures, l'agriculture et les pesticides – et à la gestion des situations d'urgence ou catastrophiques. Le Canada consacre 9 millions de dollars par année à ces activités.

En mars 2001, le Canada a tenu une réunion des ministres de l'environnement des Amériques qui avait pour but d'intégrer les priorités environnementales dans le Plan d'action de Québec. Un an plus tard, les ministres de l'environnement se sont réunis de nouveau à Ottawa, en compagnie des ministres de la santé, pour appuyer le mandat défini à Québec. Les ministres ont convenu de créer un groupe de travail composé de représentants de tous les coins du continent et de poursuivre les objectifs établis lors du Sommet. Depuis, le Canada s'est associé avec ses partenaires des Amériques et avec les représentants de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue de soutenir les activités du groupe de travail. Celui-ci prévoit se réunir trois fois en 2003 dans le but de préparer à l'intention des ministres des propositions pour la mise en place d'un mécanisme de suivi.

Le Canada fait la preuve du caractère durable de son engagement envers la coopération régionale dans ce domaine au moyen des activités qu'il poursuit dans le cadre de l'initiative sur la qualité de l'air de la Banque mondiale et des accords de coopération environnementale qu'il a signés avec les États-Unis et le Mexique en marge de l'ALENA, ainsi que ceux qu'il a conclus avec le Chili et le Costa Rica dans le contexte des ententes commerciales avec ces deux pays. Ensemble, les accords de coopération environnementale et de libre-échange reflètent la détermination du Canada à promouvoir une gestion environnementale équilibrée tout en favorisant la libéralisation des échanges commerciaux.

Gestion agricole et développement rural

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), principale instance dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, contribue à la réalisation de ce volet du Plan d'action de Québec.

Membre de l'Institut depuis 1972, le Canada y joue un rôle actif en participant aux réunions du Conseil interaméricain de l'agriculture, du Comité exécutif et de la Commission consultative spéciale en gestion. Il a également contribué à la réorganisation de l'Institut et à la mise au point de son plan de moyen terme, qui définit six domaines stratégiques de coopération pour la période de 2002 à 2006 :

- commerce et agro-industrie;
- santé agricole et salubrité des aliments;
- technologie et innovation;
- développement rural durable;
- information et communications;
- éducation et formation.

En poursuivant ses activités de coopération au sein de l'IICA, le Canada a acquis une précieuse connaissance du système interaméricain et des 34 États membres de l'Institut. Cela lui permet également de participer aux échanges entre scientifiques, au développement de liens plus étroits et à la mise au point de formules à base de coopération pour la solution de problèmes communs.



Photo ACDI : Roger LeMoyne

Réalisation du potentiel humain

La réalisation du potentiel humain nécessite la mise en place de conditions qui permettent à chaque personne de développer ses capacités et de contribuer à l'épanouissement de la société dans laquelle elle vit et travaille. Il faut, à cette fin, donner à chaque individu les outils dont il a besoin pour se développer et prospérer. Aussi faut-il promouvoir le principe de l'inclusion en donnant aux groupes qui, souvent, sont forcés de vivre en marge de la société – les jeunes, les femmes, les Autochtones, les démunis et les handicapés – les moyens de devenir autonomes.

Priorités en éducation

Le Plan d'action du Sommet de Québec a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire de l'éducation dans les Amériques en établissant des priorités en vertu desquelles l'éducation doit servir à réduire la pauvreté, favoriser la croissance économique, renforcer les institutions démocratiques et développer le potentiel humain.

À l'occasion de leur deuxième réunion, qui a eu lieu en Uruguay en septembre 2001, les ministres de l'éducation ont adopté la Déclaration contre la violence et convenu de créer un conseil inter-américain de l'éducation. Celui-ci aura pour mandat de coordonner la définition et la mise en place d'interventions coopératives qui permettront à tous les pays de poursuivre les objectifs énoncés par les dirigeants lors du Sommet des Amériques. Les ministres doivent se réunir en août 2003 au Mexique pour faire le bilan des progrès accomplis.

Par ailleurs, le Canada aide divers pays d'Amérique latine et des Antilles à améliorer la qualité de leurs systèmes d'éducation en offrant des programmes de formation et de perfectionnement des enseignants et des administrateurs scolaires. Le Canada consacre 5 millions de dollars sur cinq ans à la formation des enseignants du niveau primaire dans les régions rurales du nord du Pérou afin d'améliorer la qualité de l'enseignement dans les communautés rurales pauvres. Au Guatemala, il a financé un projet de réforme qui a pour but de relever le niveau des programmes scolaires et de mettre au point de meilleurs

manuels pour le primaire et le secondaire. Un des principaux aspects de cet effort consiste à trouver des moyens de réduire la discrimination dont sont victimes les populations autochtones du pays.

Le Canada appuie également l'Organisation universitaire inter-américaine, dont le siège se trouve à Québec, ainsi que son Collège des Amériques, un programme qui relie des établissements d'études postsecondaires à travers le continent. En outre, il verse 5 millions de dollars à quatre universités d'Amérique latine pour appuyer leurs efforts communs en vue de développer l'entrepreneuriat dans le cadre de coopératives locales destinées à devenir financièrement autonomes.

Le Canada aide divers pays d'Amérique latine et des Antilles à améliorer la qualité de leurs systèmes d'éducation en offrant des programmes de formation et de perfectionnement des enseignants et des administrateurs scolaires.

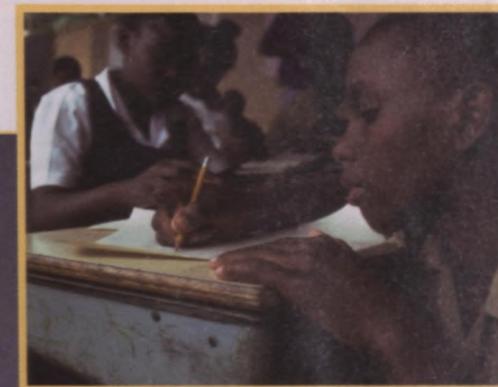


Photo ACIDI : Roger LeMoyné

L'Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA) a été créé lors du Sommet de Québec dans le but de promouvoir des utilisations innovatrices des technologies de l'information et des communications à travers le continent. L'Institut, dont le siège se trouve à Ottawa, appuie présentement un certain nombre de projets en éducation dans les Antilles, y compris le réseau de télé-enseignement des Caraïbes, une initiative qui reçoit également l'appui de la Banque mondiale et de l'OEA, ainsi que des projets favorisant le recours accru aux ordinateurs dans les écoles et l'accès à l'internet en Colombie et au Costa Rica.

Grâce à ces initiatives et à d'autres activités, le Canada et ses partenaires aident les peuples des Amériques à renforcer leurs capacités et les ministres de l'éducation à respecter leur engagement à donner aux générations actuelles et futures les moyens de participer à la société mondiale.

Promotion de la santé

Le Canada possède un des meilleurs systèmes de santé au monde, qui offre des soins de haute qualité en fonction des besoins médicaux des patients et non pas de leurs ressources financières, et il a entrepris d'aider ses voisins du continent américain à améliorer leurs propres services de santé. Il est même dans l'intérêt de tous de chercher ensemble des solutions aux problèmes de santé à une époque où un nombre sans précédent de personnes et de marchandises franchissent les frontières et où les problèmes mondiaux dans le domaine de la santé de l'environnement nous touchent tous et toutes.

En mars 2002, pour donner suite au Plan d'action de Québec, le Canada a accueilli à Ottawa une réunion des ministres de la santé et de l'environnement de tous les pays du continent. Le but de cette rencontre était d'instaurer un nouvel esprit de coopération, assorti d'une augmentation de l'assistance technique et de l'aide au développement.



Photo ACDI : David Trattles

Le Canada verse 25 millions de dollars par année à des projets entrepris en Amérique latine et dans les Antilles dans le but d'améliorer la qualité des soins de santé de base et de réduire la propagation du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles.

En étroite collaboration avec d'autres pays des Amériques et avec l'Organisation panaméricaine de la santé, le Canada offre également les connaissances techniques et scientifiques de ses experts en vue de trouver des solutions dans des domaines tels que le VIH/sida, le tabagisme, la santé des populations autochtones, l'amélioration des laboratoires et les systèmes de surveillance de la santé. Parmi les projets entrepris en collaboration avec l'OPS, on peut citer des études consacrées aux politiques sur la santé des femmes au Costa Rica, à la surveillance de la résistance aux microbes dans divers pays d'Amérique latine et des Antilles, et au vieillissement en bonne santé au Mexique. Le Canada appuie l'OPS dans ses efforts pour prévenir et contrôler les maladies transmissibles en Amérique du Sud et en Haïti. Il a également signé un accord avec les États-Unis pour accroître la coopération dans le domaine des problèmes de santé des peuples autochtones.

Par ailleurs, le Canada s'est associé à la Croix-Rouge canadienne pour lancer des projets de soins communautaires au Honduras et au Nicaragua. Ces actions ont pour but de renforcer les ressources des antennes locales de la Croix-Rouge afin qu'elles puissent aider les ministères de la santé des deux pays à offrir des services de base aux citoyens les plus démunis. Le gouvernement collabore également avec un organisme de Terre-Neuve (le Centre for Nursing Studies) en vue de réaliser un programme de téléformation d'infirmières en soins primaires au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua.

Problèmes de développement

Le Plan d'action de Québec est le fruit d'un vaste consensus sur les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays des Amériques en matière de développement. Le Canada est résolu à collaborer activement à la recherche de solutions à ces problèmes et il s'est associé à de nombreux partenaires – organisations intergouvernementales, gouvernements, organisations non gouvernementales (ONG), secteur privé – pour concrétiser les engagements pris à Québec.

Le programme mis en place par le Canada consiste à collaborer avec les pays en développement des Amériques en vue de réduire la pauvreté et de promouvoir l'égalité. Ce programme reflète la variété des défis que doivent affronter ces pays : dans certains cas, il met l'accent sur les droits de la personne, la démocratie et la participation véritable des citoyens aux décisions qui les concernent. Ailleurs, il se concentre plutôt sur la réforme du secteur public et l'amélioration de la qualité des services sociaux de base, ainsi que sur le renforcement des capacités productives des économiquement faibles et de leur aptitude à gagner leur vie. Les activités soulignent la nécessité de conforter les ressources des groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les Autochtones, afin d'accroître leur participation au développement social, politique, économique et environnemental de leur société. Depuis le Sommet, le programme de coopération et de développement du Canada a consacré 420 millions de dollars en aide financière et technique à près de 120 projets de développement qui s'inspirent du Plan d'action de Québec.

Dans divers pays d'Amérique latine et des Antilles, le Canada met des connaissances et des méthodes éprouvées à la disposition de partenaires capables de les adapter efficacement pour relever les défis les plus urgents.

Ainsi, le Canada collabore étroitement avec d'autres pays donateurs pour aider le Honduras à mettre en pratique sa stratégie de réduction de la pauvreté, un plan détaillé élaboré par les Honduriens pour stimuler le développement de leur pays. Il fournit notamment des ressources à six fonds locaux dans le but d'encourager des activités de développement durable dans les domaines de l'agriculture, de l'aménagement forestier, de l'environnement, de la santé et de l'assainissement de l'eau.

Le Canada appuie également les efforts de la Bolivie en vue de réduire la pauvreté et d'améliorer le bien-être des personnes démunies. Les secteurs prioritaires sont la santé, l'assainissement de l'eau et la modernisation de l'État; l'égalité des sexes et le développement durable sont des préoccupations communes dans tous ces secteurs.

Le Canada contribue aussi à un fonds de développement social en Haïti afin d'aider les plus défavorisés à avoir accès à des services de qualité dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'éducation de base et la lutte contre le VIH/sida. Il collabore en outre avec les principales organisations locales et régionales qui combattent ce fléau dans les Antilles du Commonwealth afin de renforcer leurs moyens d'action; le Canada a consacré 20 millions de dollars à cette initiative.

L'Agence interaméricaine de coopération et de développement de l'OEA est un exemple des liens plus étroits qui se tissent à l'échelle régionale. Le Canada a joué un rôle important dans la création de cet organisme en 2000 et il maintient une présence active au sein du conseil de gestion. L'Agence a choisi de mettre l'accent sur des thèmes tels que l'égalité des sexes, l'environnement, la participation de la société civile et la mise en place de programmes axés sur les résultats. Les trois quarts de son budget servent à financer des projets dans les domaines de l'éducation, du développement social et de la création d'emplois.

Parmi les autres activités régionales, on peut citer le programme de gestion économique des Antilles orientales, qui aide les principales institutions nationales et régionales à acquérir les moyens nécessaires pour mieux gérer les politiques budgétaires, fiscales et financières des gouvernements.

Depuis le Sommet, le programme de coopération et de développement du Canada a consacré 420 millions de dollars en aide financière et technique à près de 120 projets de développement qui s'inspirent du Plan d'action de Québec.



Photo ACDI : Greg Kinch

Le Canada est un ardent défenseur de l'égalité des sexes à l'échelle nationale et internationale, non seulement parce qu'elle est un aspect important des droits de la personne mais aussi parce qu'elle est un élément essentiel du développement démocratique.



Photo ACDI : Greg Kinch

Promotion de l'égalité des sexes

À Québec, les dirigeants ont appuyé le programme interaméricain de promotion des droits fondamentaux des femmes et de l'équité et l'égalité des sexes. Ils se sont engagés à favoriser l'égalité des sexes par des activités telles que le renforcement des institutions nationales responsables de la promotion des femmes, l'intégration d'un volet sur l'égalité des sexes dans tous les organismes et agences de l'OEA, et la promotion des droits fondamentaux des femmes en encourageant ces dernières à participer pleinement à la vie politique et à la prise de décisions à tous les paliers.

Le Canada est un ardent défenseur de l'égalité des sexes à l'échelle nationale et internationale, non seulement parce qu'elle est un aspect important des droits de la personne mais aussi parce qu'elle est un élément essentiel du développement démocratique. On ne peut parler de véritable développement que lorsque les femmes peuvent y participer au même titre que les hommes en tant que partenaires, décideuses et bénéficiaires du développement de leur société. Ces principes sont clairement reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Le Canada concentre ses efforts sur trois grands objectifs : favoriser l'autonomie économique et le bien-être des femmes, éliminer la violence systémique contre les femmes et les enfants, et promouvoir l'ensemble des droits fondamentaux des femmes.

Au Canada même, le gouvernement a adopté en 2000 le programme d'action pour l'égalité entre les sexes, qui vise à accroître les ressources du secteur bénévole, à faire participer la population à la formulation des politiques, à entreprendre et promouvoir des analyses consacrées aux comparaisons entre les sexes, à éliminer les obstacles à l'égalité des sexes et à concrétiser les engagements du Canada dans ce domaine. Ainsi, des fonctionnaires fédéraux et provinciaux et des représentants d'ONG ont participé à un programme de formation en analyses comparatives mis au point en 2001. Depuis 1999, le Canada a consacré près de 10 millions de dollars par année aux activités de la société civile qui visent à améliorer la situation économique des femmes, à éliminer la violence envers elles et leurs enfants, et à promouvoir la justice sociale.

Le Canada joue également un rôle actif à cet égard à l'échelle interaméricaine en faisant la promotion des droits et de l'autonomie financière des femmes. Il occupe notamment la vice-présidence du comité exécutif de la Commission interaméricaine des femmes pour 2002-2004 et aide la Commission à s'acquitter de son rôle de premier organe de décision en ce qui concerne les politiques relatives aux droits fondamentaux des femmes et à l'égalité des sexes au sein du système interaméricain. Le Canada a consacré 500 000 dollars à un programme de formation sur l'égalité des sexes mis sur pied en collaboration avec le secrétariat général de l'OEA.

En octobre 2002, le Canada a signé le Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ce protocole fournit aux Canadiennes de nouveaux mécanismes pour la promotion de leurs droits fondamentaux.

Collaboration entre les peuples autochtones

La Déclaration et le Plan d'action de Québec ont attiré l'attention des gouvernements des Amériques sur l'importance des questions autochtones. À titre de président du Sommet, le Canada a persuadé ses partenaires de donner un solide soutien au Sommet des Autochtones, lequel a précédé la réunion des chefs d'État et de gouvernement. Cette rencontre a permis aux représentants des peuples autochtones de tout le continent de mettre au point une déclaration qui a ensuite été remise aux dirigeants présents au Sommet de Québec.

Le Canada a engagé un dialogue dans le cadre de visites bilatérales auprès d'un certain nombre de gouvernements des Amériques pour discuter des leçons apprises et des expériences les plus fructueuses dans des domaines comme les revendications territoriales, le développement économique, la justice autochtone, l'éducation bilingue et la connectivité. Il continue de collaborer avec d'autres pays et avec les peuples autochtones à la rédaction de l'avant-projet de déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones.

En mars 2003, le gouvernement a organisé un deuxième forum annuel sur la connectivité parmi les Autochtones (« Branchons les Autochtones du Canada »). Une cinquantaine de délégués venus d'Amérique latine ont assisté à cette rencontre, qui leur a donné l'occasion de procéder à des échanges de vues avec des Autochtones canadiens et des représentants des gouvernements.

En outre, le Canada a fait la promotion du commerce et du développement économique et encouragé la coopération économique, sociale et culturelle entre les populations autochtones du Canada et des autres pays des Amériques. En janvier 2003, il a notamment lancé le Programme de partenariat avec les peuples autochtones (PPPA), lequel consacrera jusqu'à 10 millions de dollars, sur une période pilote de quatre ans, à la création de partenariats entre les peuples autochtones du Canada et ceux d'autres pays. Se concentrant d'abord sur les Amériques, le PPPA a pour but de renforcer les ressources des peuples autochtones de l'Amérique latine et des Antilles en matière de développement ainsi que celles des entités qui traitent avec eux, d'approfondir les connaissances et l'expérience des organismes autochtones canadiens en matière de développement international, et de promouvoir la création d'alliances durables entre les Autochtones du Canada et ceux d'Amérique latine et des Antilles.

Promotion de la diversité culturelle

Depuis le Sommet de Québec, le Canada fait activement la promotion des politiques culturelles au sein des Amériques.

Dans le cadre des activités entreprises en vue de concrétiser le Plan d'action de Québec, le Canada a organisé deux réunions d'experts en culture, l'une à Vancouver en mars 2002 et l'autre à Halifax en mars 2003. Ces rencontres réunissaient des représentants des gouvernements, des institutions multilatérales, d'organisations de la société civile et de l'industrie culturelle du Canada et des autres pays du continent pour échanger des points de vue et pour discuter des stratégies susceptibles de contribuer à la préservation et la promotion de la diversité culturelle dans les Amériques.

En étroite collaboration avec la Colombie, le Canada a activement participé à la préparation de la première réunion des ministres de la culture, qui a eu lieu en juillet 2002 à Cartagena.

Le processus du Sommet des Amériques a permis de promouvoir la lutte contre l'abus des drogues parmi les athlètes de compétition en facilitant la première réunion des ministres des sports des Amériques, qui s'est déroulée au Brésil en avril 2003.



Le processus du Sommet a aidé le Canada à contribuer à la définition des priorités en matière de diversité culturelle à travers les Amériques et à exercer son influence dans certains dossiers importants.

Le Canada a fait la promotion du commerce et du développement économique et encouragé la coopération économique, sociale et culturelle entre les populations autochtones du Canada et des autres pays des Amériques.

Le Canada a clairement démontré son engagement envers la révolution technologique actuelle lorsqu'il a annoncé, lors du Sommet de Québec, la création de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques.



Photo ACDI : Greg Kinch

Connectivité

Les Canadiens savent par expérience que les technologies d'information et de communication peuvent les rapprocher les uns des autres et transformer radicalement leur manière d'étudier, de travailler, de se soigner, de communiquer, de construire, de se divertir et de se gouverner. Ils ont su se hisser rapidement à l'avant-garde dans le secteur des communications en ligne grâce à une variété d'initiatives publiques et privées qui ont suscité un grand intérêt à travers le monde.

Les technologies informatiques se répandent aujourd'hui à travers les Amériques, de sorte que la connaissance approfondie de ces techniques et des nouveaux médias donne au Canada la possibilité de resserrer ses liens avec ses voisins du continent. Dans une déclaration intitulée « Connecter les Amériques », émise lors du Sommet de Québec, les dirigeants reconnaissent qu'« une révolution technologique est en train de se dérouler et que notre région entre dans une nouvelle économie, définie par une capacité largement accrue d'accéder au savoir et d'améliorer la circulation de l'information ». Le Canada a clairement démontré son engagement envers la révolution technologique actuelle lorsqu'il a annoncé, lors du Sommet de Québec, la création de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques. L'Institut entend s'inspirer du succès de la stratégie « Un Canada branché » et de l'expérience acquise en matière de développement international pour réaliser les objectifs énoncés par les dirigeants en collaboration avec les institutions internationales, le secteur privé, les gouvernements, les universités et la société civile.

Le rôle de l'ICA consiste à guider, faciliter, promouvoir et encourager le développement et l'adoption de la connectivité à travers le continent dans les plus brefs délais, en mettant l'accent sur les approches régionales. L'Institut peut combler une lacune importante en facilitant la coordination, la collaboration et la mise en commun des efforts; il favorise activement la création d'alliances et le financement stratégiques, et offre ses ressources et son appui aux gouvernements, aux fournisseurs de services et aux autres parties intéressées.

Le Canada joue un rôle de premier plan dans un processus parallèle au sein de l'OEA. En collaboration avec la Commission interaméricaine des télécommunications, il s'emploie à développer un modèle national simple qui aidera les gouvernements à mettre au point un plan de connectivité adapté à leurs besoins. C'est en partie grâce aux efforts du Canada qu'a été adopté le « Programme pour la connectivité des Amériques et plan d'action de Quito » (ACAPAQ).

Connectivité et infrastructure

Le développement des technologies numériques d'information et de communication s'insère dans une stratégie générale visant à mettre en place une infrastructure véritablement intégrée à l'échelle du continent. Ce plan d'ensemble aidera à stimuler la compétitivité sur les marchés mondiaux et aura des retombées favorables en permettant d'enrichir le capital humain.

C'est ainsi que le Canada a joué un rôle de premier plan dans la création du Système de données de transport de l'hémisphère occidental (SDTHO). Le SDTHO renforce les liens entre les réseaux d'information sur les transports en améliorant l'échange et la diffusion de renseignements, et permet d'établir un lien entre les données sur les transports et sur la santé de façon à dévoiler les répercussions sociales et financières de l'accroissement de la circulation.

Élément essentiel de toute infrastructure, le transport est aussi un système complexe qui nécessite un degré élevé de coordination. Outre le SDTHO, le Canada a dirigé un certain nombre de projets dans le cadre de l'Initiative sur le transport de l'hémisphère occidental, un forum de coopération et d'échanges d'information entre les ministères des transports des États qui participent aux Sommets des Amériques. Les travaux en vue de la création d'un groupe de travail sur les marchandises dangereuses ont déjà débuté, et le Canada a présidé le groupe d'experts sur la sûreté et la sécurité aérienne. Dans ce domaine également, la connectivité est essentielle à la mise en place d'une infrastructure interaméricaine plus efficace.

S'inspirant du modèle canadien, l'ACAPAQ vise à encourager la participation de tous les secteurs de la société à la formulation d'un plan qui comprend la mise en place des infrastructures nécessaires, le recours accru à ces infrastructures par le renforcement des capacités, et le développement de contenus propres à intéresser les utilisateurs. Pour que cette initiative soit couronnée de succès, le Canada estime qu'elle doit recevoir l'appui des plus hautes instances, reposer sur les principes de l'égalité et de l'universalité et être financièrement abordable, s'employer à stimuler la production et la dissémination d'un contenu pertinent dans des domaines critiques, et répondre aux besoins fondamentaux des citoyens. L'ACAPAQ a été transmis aux gouvernements de tous les pays du continent. Les représentants des banques multilatérales de développement et d'autres institutions internationales, régionales et sous-régionales se réunissent périodiquement pour faire avancer le dossier.

Dans le cadre d'initiatives comme l'ICA et l'ACAPAQ, le Canada œuvre de concert avec les administrations nationales, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et l'OEA pour connecter les gens, les écoles, les localités et les gouvernements.

Le programme « Un Canada branché » a permis au Canada d'accumuler une riche expérience dans l'application de la technologie de l'information et des communications depuis une dizaine d'années. L'Amérique latine et les Antilles ont besoin de politiques, programmes, produits et praticiens qui se distinguent par leur caractère innovateur, et les Canadiens s'appliquent assidûment à répondre à cette demande en collaboration avec leurs partenaires du continent.

Un avenir pour les enfants et les jeunes des Amériques

La moitié des habitants de l'Amérique latine et des Antilles ont aujourd'hui moins de 18 ans, et 60 % de ces jeunes vivent dans la pauvreté. Un cinquième des jeunes âgés de 6 à 18 ans travaillent, souvent dans des conditions dangereuses. Les enfants de la rue sont exposés à la faim, la maladie et la violence; dans certains pays, les enfants et les adolescents sont recrutés par des factions belligérantes ou des groupes armés.

La protection des enfants et des adolescents des Amériques contre la négligence, l'abus, la discrimination et l'exploitation revêt une importance prioritaire pour le Canada et constitue un élément majeur du Plan d'action de Québec. Le Canada estime que les investissements dans les enfants et les jeunes permettront de développer leurs capacités, c'est-à-dire de réaliser leur épanouissement cognitif, social et affectif et d'être en bonne santé physique pendant toute leur vie. C'était la première fois qu'un volet consacré à l'enfance et à la jeunesse était intégré à la déclaration et au plan d'action émanant d'un Sommet des Amériques. Nous avons ainsi reconnu que les droits des enfants restent un objet de préoccupation pour tous les peuples du continent. Le Canada a proposé et fortement appuyé l'inclusion de cet élément dans les documents officiels du Sommet.

Le Canada a lancé un certain nombre de projets coopératifs afin de relever les énormes défis qui se posent dans ce domaine. Il a engagé près de 4 millions de dollars par année pour la protection des enfants dans les Amériques, notamment dans des secteurs critiques comme le travail des enfants, l'itinérance (enfants de la rue) et l'incidence des conflits armés sur les jeunes.

En Colombie, par exemple, le Canada verse 3,5 millions de dollars en faveur de deux projets visant les enfants touchés par les conflits armés. Le premier, mené en collaboration avec Aide à l'enfance Canada, répondra aux besoins éducatifs et psychosociaux immédiats des enfants déplacés, tandis que le deuxième, réalisé avec le concours du Plan de parrainage du Canada, cherche à mettre fin au recrutement d'enfants dans les conflits armés. En Argentine, la

La protection des enfants et des adolescents des Amériques contre la négligence, l'abus, la discrimination et l'exploitation revêt une importance prioritaire pour le Canada et constitue un élément majeur du Plan d'action de Québec.

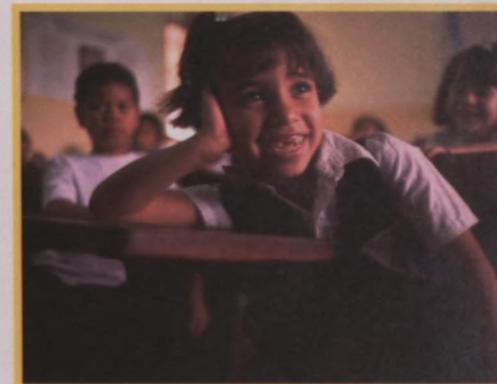


Photo ACDI : David Trattles

Conclusions

Fédération canadienne des services de garde à l'enfance collabore avec des partenaires locaux pour améliorer la qualité des soins et du développement de la petite enfance. Au Nicaragua, le Canada travaille avec Aide à l'enfance Canada pour aider les enfants à devenir des leaders locaux efficaces. Le Canada consacre 5 millions de dollars au programme de l'Unicef en Jamaïque et 3 millions à un autre programme de cet organisme au Guatemala, axé sur les services de santé sexuelle et génésique destinés aux adolescentes; ces sommes appuieront les efforts du système national de santé publique et des ONG participantes en vue d'améliorer la prestation et la qualité des services

offerts aux adolescents. Un projet doté d'un budget de 686 000 dollars sur trois ans, réalisé par l'Association des centres jeunesse du Québec, vise à rehausser la qualité des services de protection de l'enfance au Chili. Le projet renforce les ressources du service national d'aide à l'enfance et des institutions qui collaborent à son action dans le but d'améliorer les services d'aide sociale à l'enfance et de réadaptation des jeunes contrevenants.

À l'échelle régionale, le Canada appuie l'Institut interaméricain des enfants,

un organisme spécialisé de l'OEA. Un projet triennal de 300 000 dollars aide à mettre au point, à l'intention des gouvernements, des politiques et des modèles de lois sur le travail des enfants dans le but de leur offrir une meilleure protection juridique.



Photo ACDI : David Barbour

Les Canadiens peuvent être fiers du rôle que leur pays a joué durant son mandat à la présidence du Sommet des Amériques, qui a débuté en novembre 1999. Le Canada s'est engagé à veiller à ce que la Déclaration et le Plan d'action issus du Sommet de Québec reposent sur des valeurs et des principes qui sont le fondement même de notre société, soit le renforcement de la démocratie, la création de la prospérité et la réalisation du potentiel humain. Il reste déterminé à faire en sorte que le Plan d'action soit mis en œuvre aussi bien au Canada même qu'à travers le continent.

Ce n'est pas parce que nous passons le flambeau à l'Argentine le 9 juin 2003 que notre travail aura pris fin. Au contraire, pour continuer de jouer un rôle de leadership dans des dossiers comme celui du dialogue et de la transparence, il importe que le Canada maintienne une présence active au sein de la communauté interaméricaine. C'est pourquoi il continuera de proposer de nouveaux moyens de tirer parti de la coopération grandissante qui s'établit entre les pays et les peuples des Amériques pour contribuer à l'édification du continent.

On pourra trouver dans les sites web suivants plus de renseignements sur les relations entre le Canada et les autres pays du continent américain ainsi que sur le processus du Sommet des Amériques :

AmericasCanada.org

Principale source canadienne de renseignements sur les questions et événements sociaux, culturels, politiques et économiques qui unissent les 34 pays démocratiques de l'hémisphère occidental.

Canada.gc.ca

Site officiel du gouvernement du Canada, qui renferme notamment des hyperliens vers les ministères et organismes publics qui participent au processus du Sommet.

OAS.org

Site officiel de l'OEA.

summit-americas.org/default.htm

Site officiel du Secrétariat des Sommets des Amériques.

doc
CA1
EA
2003C55
EXF

Commitments made
Commitments kept



Canada's
Contribution
as Chair of
the Summit
of the Americas



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada

To obtain copies of this brochure and other DFAIT publications:

Enquiries Service (SXGI)
Department of Foreign Affairs and International Trade
125 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2

Tel.: 1-800-267-8376 (toll-free) or (613) 944-4000
Fax: (613) 996-9709
E-mail: enqserv@dfait-maeci.gc.ca

© Her Majesty the Queen in Right of Canada,
as represented by the Minister of Foreign Affairs, 2003

Catalogue No.: E2-486/2003

ISBN 0-662-67381-6

Message from the Prime Minister

It has been an honour for Canada to serve as chair of the Summit of the Americas process over the past three years. Argentina has now officially taken over this privilege and responsibility as of June 9, 2003.

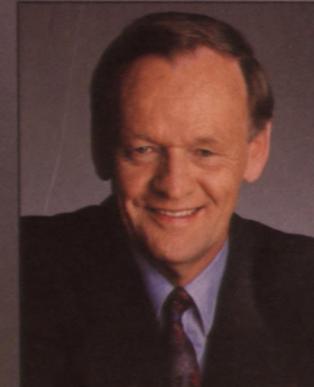
Canada was pleased to host the 34 democratically elected leaders of the Americas in Quebec City, in April 2001, to address common challenges. We made a series of commitments in the Quebec City Declaration and Plan of Action to strengthen democracy, create prosperity and realize human potential.

You will find more information about these commitments and the progress that has been achieved since the Quebec City Summit in the pages that follow. One of the most significant achievements has been the creation and adoption of the Inter-American Democratic Charter in September 2001. The Charter has since played an important role in assisting the Hemisphere face challenges to democracy.

Canada is fortunate to be part of the Americas. We will continue to work closely with our partners to advance democracy, social development and prosperity within the Americas in the years to come.



Jean Chrétien
Prime Minister of Canada



65-798-016 (E)
65-798-017 (F)

.63662731 (E)
.63662743 (F)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
OCT 22 2003
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque

Table of Contents

| | |
|---|-----------|
| Strengthening Democracy | 1 |
| A Hemispheric Framework for Democracy | 2 |
| Human Rights and Fundamental Freedoms | 2 |
| Justice, Rule of Law and Security of the Individual | 2 |
| Creating a Civil Society that Spans the Hemisphere | 3 |
| Bolstering Hemispheric Security | 4 |
| Creating Prosperity | 5 |
| Labour and Employment | 5 |
| Trade, Investment and Financial Stability | 6 |
| Towards a Green Hemisphere | 7 |
| Agricultural Management and Rural Development | 8 |
| Realizing Human Potential | 9 |
| An Education Agenda of the Americas | 9 |
| Promoting Health Across the Hemisphere | 10 |
| Hemispheric Development | 11 |
| Promoting Gender Equality Across the Hemisphere | 12 |
| Working Together: The Indigenous Peoples of the Americas | 12 |
| Fostering a Culturally Diverse Hemisphere | 13 |
| Connectivity | 14 |
| A Future for the Children and Youth of the Americas | 15 |
| Conclusion | 16 |



Prime Minister Chrétien, Heads of State, Government and Delegation at the Citadelle, Quebec City, April 2001.

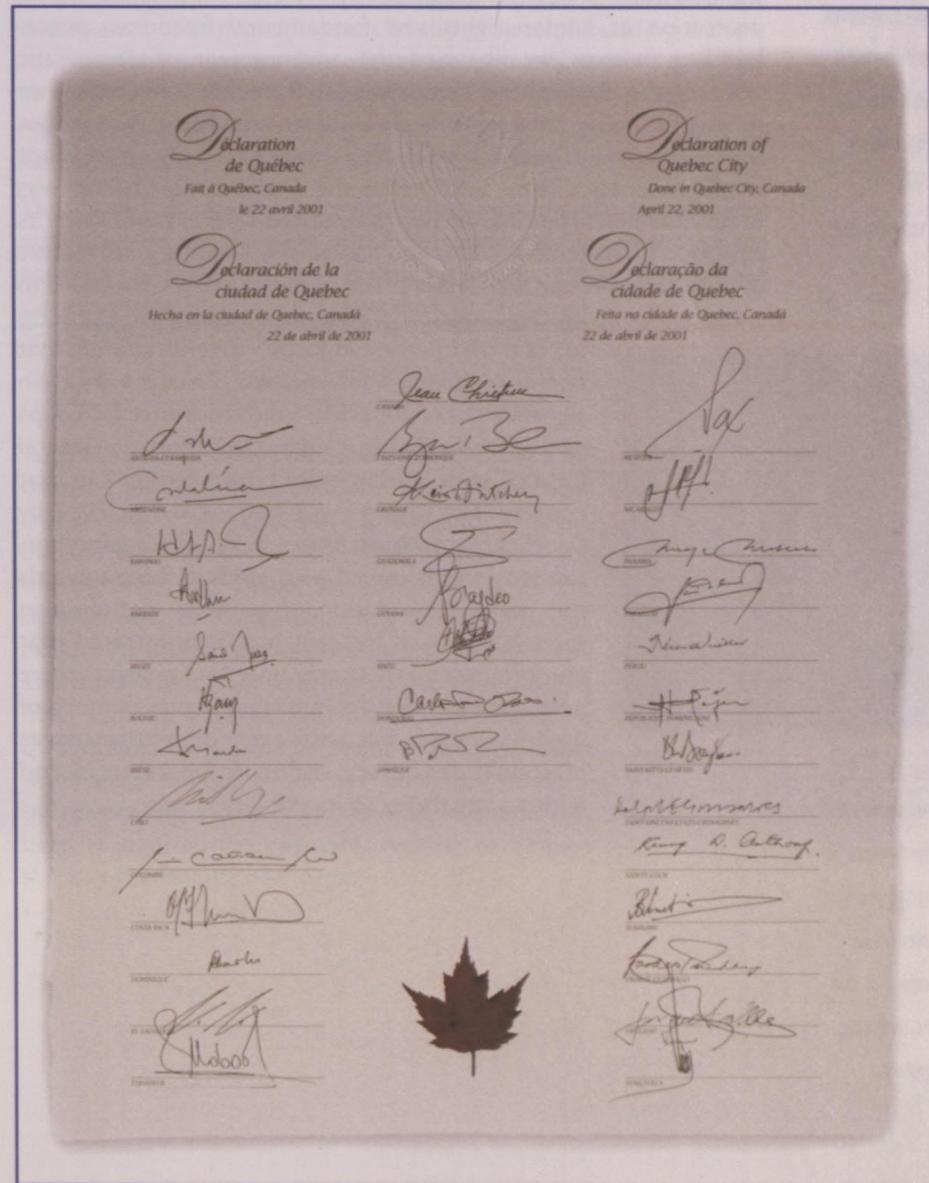
Strengthening Democracy

From April 20 to 22, 2001, in Quebec City, Canada hosted the Third Summit of the Americas, a meeting of the Western Hemisphere's 34 democratically elected Heads of State and Government.

Summits of the Americas are held to discuss the state of the region and to devise a plan of action for guiding governments in their efforts to work collectively in improving the lives of the peoples of the Hemisphere. The Quebec City Summit addressed a wide variety of issues, including democracy, human rights, justice, the rule of law, human security, civil society, gender equality, Indigenous peoples, the environment, migration, health, education, cultural diversity and trade—all issues of concern to Canada and to the wider community of the Americas.

The Quebec City Summit resulted in a Declaration and detailed Plan of Action, making major commitments and launching an impressive set of initiatives. These were grouped under 18 major headings, all of which contribute to strengthening democracy, creating prosperity, and realizing human potential.

The quintessential achievement of the Quebec City Summit, the "Democracy Clause," stated that respect for democracy is the *sine qua non* for participation in the Summit process. Foreign Ministers then negotiated an Inter-American Democratic Charter, which sent a powerful signal that democracy is the fundamental defining value for our Hemisphere. Together, the Clause and the Charter set new standards forming the basis for further cooperation by countries of the Americas. Whatever differences may arise, all agree that democratic institutions and practices are vital to progress.



Signature page of the Declaration of Quebec City

Not only has there been a greater shift towards democracy in much of the Hemisphere, but a stronger commitment exists to uphold democracy, realize its full potential and address any threat to its viability.



The Summit process also serves as a catalyst, increasing awareness of the richness of the Hemisphere's legal and judicial systems while enhancing the effectiveness of the multilateral approach to realizing the potential of each system.

A Hemispheric Framework for Democracy

Canada has been a consistently strong voice for the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms, peace-building, human security, and the advancement of democratic values in the Hemisphere. Canadians can feel pride, and confidence for the future, in knowing that their values are shared throughout the Hemisphere. The willingness of countries in the region to adopt the Democracy Clause and create the Democratic Charter was unprecedented. The Charter has been tested several times since its adoption in September 2001, and has quickly become a key feature of the inter-American architecture. The existence of the Charter led to an Organization of American States (OAS) process in Haiti that prevented further deterioration in that country's situation. In Venezuela, Charter invocation signalled the Hemisphere's zero tolerance for coups and opened a dialogue led by OAS Secretary General César Gaviria during more recent tensions in that country. The Charter was also evoked in 2002 by the Nicaraguan government in its fight against corruption, and it served as a guiding force towards the peaceful resolution of tensions in Bolivia in early 2003. Each incident has demonstrated that the framework is a sturdy one. Not only has there been a greater shift towards democracy in much of the Hemisphere, but a stronger commitment exists to uphold democracy, realize its full potential and address any threat to its viability.

Human Rights and Fundamental Freedoms

Canada places the protection and promotion of human rights at the forefront of engagement with the Americas. It continues to play an active role in promoting human rights in the Hemisphere.

The Quebec City Summit Plan of Action mandated concrete measures to strengthen the inter-American human rights system, particularly through efforts to support the functioning of the Inter-American Court of Human Rights and the Inter-American Commission on Human Rights. These measures have been carried out successfully. Canada was pleased to introduce the OAS resolution encouraging member states to ensure that both key hemispheric human rights institutions be given adequate resources to perform their duties.

Justice, Rule of Law and Security of the Individual

The Summit of the Americas process affords jurists throughout the Hemisphere the opportunity to exchange ideas on how to combat crime while respecting the rule of law and ensuring the security of the individual. The Summit process also serves as a catalyst, increasing awareness of the richness of the Hemisphere's legal and judicial systems while enhancing the effectiveness of the multilateral approach to realizing the potential of each system.

Ongoing initiatives seek better communication among hemispheric experts in jurisprudence and penal systems. With better understanding of the systems of each member country, the level of cooperation improves and judicial experts can respond more appropriately to diverse demands for assistance. In addition, democracy is strengthened as justice is more accessible to citizens and government effectiveness is enhanced. As a direct outcome of the Summit, Canada is actively working through the Justice Studies Centre of the Americas in Santiago, Chile, to advance judicial reform in the region.

In the Quebec City Summit Declaration, Leaders acknowledged that corruption “undermines core democratic values, challenges political stability and economic growth and thus threatens vital interests in our Hemisphere.” This led to the establishment of the Follow-Up Mechanism for the Implementation of the Inter-American Convention Against Corruption. The Follow-Up Mechanism promotes the effective implementation of the Convention, monitors progress made on corruption issues and serves as a forum for the exchange of best practices. The First Round of Review is under way. In February 2003, the Committee of Experts approved the “Report on the Implementation in the Republic of Argentina of the provisions of the Convention selected for review within the framework of the first round”; this document has been published.

In October 2002, the Global Organization of Parliamentarians against Corruption was created. A complementary initiative by Canadian Members of Parliament has created Latin American Parliamentarians Against Corruption. This network, with support from the Canadian International Development Agency, is committed to fighting corruption “from the inside” by supporting strong anti-corruption legislation and holding the governments of participating parliamentarians accountable for their actions.

Parliamentarians Work Together

Before the Quebec City Summit, parliamentarians from throughout the Americas had already been working together to enhance their capacity for contributing to hemispheric civil society. At an Ottawa meeting held in March 2001, they inaugurated the Inter-Parliamentary Forum of the Americas.

Currently chaired by Canada, the Forum has developed a unique voice and plays a key part in the Summit of the Americas process. Parliamentarians are at the centre of the concept of modern governance, which is based on the idea of partnership. They have an important role to play in strengthening democracy by ensuring that hemispheric cooperation will be based on a balanced plan of action that reflects the preoccupations of the citizens of the Americas.

Creating a Civil Society That Spans the Hemisphere

In assuming the Chair of the Summit, Canada understood the importance of engaging citizens in the project of building a community of the Americas. One of the highlights of Canada’s mandate as Chair was the further opening up of the Summit process. The result has been an unprecedented degree of participation by Canadians, along with citizens from throughout the Hemisphere.

The Canadian vision of transparency and engagement is being embraced by our partners in the Summit process. From the Fifth Meeting of Trade Ministers (Toronto, Ontario, 1999), through the General Assembly of the Organization of American States (Windsor, Ontario, 2000) to the Quebec City Summit (2001), the scale of contributions made by civil society organizations has grown strikingly.

With Canada as Chair, the lead-up to Quebec City featured an unprecedented level of dialogue with civil society organizations in Canada and throughout the Hemisphere. As a result, the concerns of these groups were taken into consideration in the development of the Quebec City Summit Plan of Action. Further reflecting our values of engagement and transparency, Canada invited 60 organizations from Canada and the Americas to participate in the Quebec City Summit, at a round table discussion with Foreign Ministers from the Hemisphere. In short, by advocating citizen participation, Canada has been recognized for genuinely helping to change the way the Hemisphere organizes itself.

By advocating citizen participation, Canada has been recognized for genuinely helping to change the way the Hemisphere organizes itself.



CIDA Photo: Brian Atkinson

Canada participated actively in the creation of a new instrument, the Inter-American Convention Against Terrorism, and was the first to ratify it in December 2002. All of its provisions have already been implemented.

In an age of globalization and regional integration, there is a need to consider how to address threats that affect people, states, regions and the world as a whole in order to consolidate hemispheric security.

Bolstering Hemispheric Security

The Quebec City Plan of Action called for a Special Conference on Security to be held by 2004, with a view to concluding a review of all issues related to approaches to Hemispheric security. Following the tragic events in the United States on September 11, 2001, this conference was advanced to late 2003. In addition, the events of September 11 revitalized the fledgling Inter-American Committee Against Terrorism (CICTE), an OAS institution. The Committee quickly took stock of the ability of states to guard against terrorism and identify areas needing to be strengthened.

The Plan of Action also called upon states to become party to international agreements related to the fight against terrorism. Canada participated actively in the creation of a new instrument, the Inter-American Convention Against Terrorism, and was the first to ratify it in December 2002. All of its provisions have already been implemented. Canada also contributed significantly to the second (2002) and third (2003) regular sessions of CICTE, which further strengthened hemispheric cooperation in the fight against terrorism. Canada helped fund CICTE development of an on-line reference and referral database system for both government entities and specialized experts on terrorism issues in the Americas.

Canada has been a leader in the fight against drugs in the Americas—both within the Inter-American Drug Abuse Control Commission (CICAD) and in developing the Multilateral Evaluation Mechanism, which provides a peer-review mechanism for monitoring the progress of individual and collective efforts of member countries. In December 2002, Canada was elected CICAD Vice-Chair, and will host the CICAD session in autumn 2003, when it takes the chair. In recent years, Canada's annual contributions to CICAD have supported initiatives related to the fight against drugs, including training for judges and prosecutors on money laundering, and support for the Andean Community Regional Anti-Drug School.

Canada is committed to cooperation in the fight against money laundering. Canada is a Cooperating and Supporting Nation of the Caribbean Financial Action Task Force (CFATF), an organization that implements anti-money laundering measures on a coordinated basis. Canada provided financial support to the 2002-03 CFATF Typologies exercises, and it contributed training in handling the proceeds of crime under the Caribbean Anti-Money Laundering Program.

Canada was the driving force behind the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on Their Destruction (the Ottawa Convention) and ensured that the Santiago (Chile) and Quebec City Summits supported this initiative. The Americas are poised to become the first mine-free hemisphere: 33 of the 34 Summit countries have signed the Ottawa Convention, and 32 have ratified it to date. Canada has taken on several initiatives to ensure that the Hemisphere succeeds in implementing the Convention, that the needs of mine-affected communities are met and that more resources are allocated to mine action.

In recent years, it has been recognized that security encompasses both matters of territorial integrity and national sovereignty, as well as emerging, non-traditional threats to the state and to the safety, security and well-being of people in the region. In an age of globalization and regional integration, there is a need to consider how to address threats that affect people, states, regions and the world as a whole in order to consolidate hemispheric security. Canada has been at the forefront of efforts to expand traditional security concepts and approaches in order to address new and non-traditional threats; these include political, economic, social, health and environmental challenges that can endanger individuals and societies, and can compromise the ability of legitimate democratic governments to govern effectively.

Corporate Social Responsibility

Canada was the driving force behind the Americas Conference on Corporate Social Responsibility—the first meeting of its kind, held in Miami from September 22 to 24, 2002. The conference had been mandated by Leaders in the Quebec City Summit Plan of Action. It was attended by more than 500 participants from 28 countries, representing all sectors of society, including government, the private sector, civil society and multilateral organizations.

A notable Conference achievement was a renewed commitment from multilateral organizations (including the Inter-American Development Bank, the Organization of American States and the World Bank) to support the efforts of governments, civil society and business leaders towards creating a favourable framework for socially responsible corporate activities. It was also recognized that governments can help businesses operate responsibly by providing good governance, regulatory certainty and support for voluntary corporate social responsibility initiatives.

Creating Prosperity

The ongoing Free Trade Area of the Americas (FTAA) negotiations are an integral part of the larger Summit of the Americas process. With an agenda focused on creating prosperity, the proposed FTAA complements Summit initiatives aimed at strengthening democracy and realizing human potential. The FTAA is the most visible element of the Summit process, and its principal objective is to attain growth and development through enhanced economic integration in order to meet the Summit's broader goals.

Labour and Employment

The FTAA talks are only a means to an end: the creation of jobs and prosperity throughout the Hemisphere. Within the context of the FTAA negotiations and beyond, Canada is committed to ensuring that the benefits of trade liberalization and economic growth are distributed equitably.

Canada is playing an important role in fulfilling the labour and employment commitments mandated by the Quebec City Summit Plan of Action. As Chair of the XII Inter-American Conference of Ministers of Labour (IACML) since October 2001, Canada has implemented a results-oriented Plan of Action that focuses on: promoting the International Labour Organization Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work; strengthening the capacity of labour ministries to implement labour laws and policies, assisting the smaller economies of the Hemisphere; and working towards a deeper understanding of, and agreement on, the labour dimensions of the Summit of the Americas process.

A milestone under Canada's leadership has been the unprecedented participation of employer and labour groups in the formulation and implementation of the IACML Plan of Action.

To fulfill its commitments, the IACML established two working groups: one to examine the labour dimensions of globalization and the other to find ways of building the capacity of labour ministries. Workshops have also been organized across the Americas to

address the impact of trade and economic integration on labour, non-traditional employment relationships, closing the digital divide, social security, and gender issues.

After having taken concrete measures towards improving working conditions in the Americas, Canada will hand over the chair of the IACML to Brazil in September 2003.

Within the context of the FTAA negotiations and beyond, Canada is committed to ensuring that the benefits of trade liberalization and economic growth are distributed equitably.



CIDA Photo: Pierre St-Jacques

The FTAA has the potential to significantly expand overall trade in the Americas. This would translate into higher GDP growth throughout the Hemisphere, and it would help all of us achieve our domestic economic and social policy objectives.



Trade, Investment and Financial Stability

The proposed Free Trade Area of the Americas is a vehicle for promoting growth and creating prosperity in the Americas. It would establish the world's largest free trade area. With a combined gross domestic product (GDP) of about CDN\$19.7 trillion, the FTAA would account for about 40 percent of the world's economic activity, a proportion greater than that of the European Union.

A hemispheric trade agreement would open new markets and provide a competitive stimulus for both goods and services industries, fuelling a search for innovation and improvement throughout the Hemisphere. It would also provide rules that create a stable and predictable environment, encouraging investment and financial stability throughout the Americas.

The results of the North American Free Trade Agreement (NAFTA), which brings together the Canadian, U.S. and Mexican economies to their mutual benefit, foreshadow the potential gains from Hemispheric free trade. The FTAA has the potential to significantly expand overall trade in the Americas. This would translate into higher GDP growth throughout the Hemisphere, and it would help all of us achieve our domestic economic and social policy objectives.

The FTAA was conceived in principle in December 1994 at the inaugural Summit of the Americas, held in Miami, Florida. In April 1998, at the Second Summit in Santiago, Chile, the Leaders of the 34 democratic countries in the Americas launched negotiations towards a hemisphere-wide free trade area. Canada became the first Chair of the FTAA process, seen as a key opportunity to demonstrate Canadian commitment to strengthening ties within the Hemisphere and further the trade liberalization agenda. By the conclusion of Canada's term as Chair, at the November 1999 Trade Ministerial in Toronto, concrete progress towards the next phase of the negotiations had been realized.

The FTAA and Canada's Trade Relationship With Latin America and the Caribbean

Without fanfare, in recent years Canada has developed a close and ever more significant trading relationship with Latin America and the Caribbean. For example, Canada has a free trade agreement with Chile, and on April 23, 2001, signed a similar agreement with Costa Rica. Canada is also exploring free trade agreements with the Dominican Republic, the Caribbean community (CARICOM) and the Andean Community countries (Bolivia, Colombia, Ecuador, Peru and Venezuela). Meanwhile, Canada has begun formal free trade negotiations with the four Central American countries of El Salvador, Guatemala, Honduras and Nicaragua.

Canada continues to play an active leadership role in the negotiations. It is currently the Chair for the Negotiating Group on Dispute Settlement, and Vice-Chair for the Negotiating Group on Subsidies, Antidumping and Countervailing Duties. Canada also continues to advocate greater transparency in the FTAA negotiations. At the April 2001 Trade Ministerial in Buenos Aires, Argentina, the Trade Ministers endorsed Canada's proposal to make public the consolidated draft negotiating text of the FTAA Agreement. The Ministers decided to release the second draft at the November 2002 Trade Ministerial in Quito, Ecuador, demonstrating the success of Canada's long-standing efforts to instill a new culture of transparency in trade negotiations. Canada has pledged its full support to trade-related technical assistance through the Hemispheric Cooperation Program announced during the Quito Ministerial.

| Destination country/area | Population (millions) | Canadian exports, 2002 (CDN\$ millions) Country/region |
|--------------------------------|-----------------------|---|
| South America | | 2,319 |
| Central America (excl. Mexico) | | 1,312 |
| Mexico | | 2,395 |
| Caribbean | | 1,006 |
| Total | 500 | 7,032 |
| India | | 637 |
| Indonesia | | 487 |
| Russia | | 243 |
| Eastern Europe | | 770 |
| France | | 1,963 |
| Germany | | 2,907 |
| Total | 1,936 | 7,007 |

Canada's trade with Latin America and the Caribbean is often overshadowed by its ties with its larger trading partners. However, the table above shows exactly how valuable Canada's trade relationship with Latin America and the Caribbean has become. It indicates that Canadian exports to the far less populous region of the Caribbean, Mexico, and Central and South America are in fact worth more than exports to India, Indonesia, Russia, France, Germany and Eastern Europe combined.¹

¹ All statistics and figures can be found at: <http://strategis.ic.gc.ca>

Towards a Green Hemisphere

During its term as Chair of the Summit of the Americas, Canada has made important progress on environmental issues—on the world stage, in our Hemisphere and at home.

Canada took an important step forward in the battle against global climate change in December 2002 when it ratified the Kyoto Protocol to the United Nations Framework Convention on Climate Change. With this ratification, Canada has become the only country in the Americas with a binding emissions reduction target for the Kyoto commitment period.

Canada has become the only country in the Americas with a binding emissions reduction target for the Kyoto commitment period.



On the regional level, Canada is an active player in cooperative steps to address environmental issues of fundamental concern, such as health and the environment, trade and the environment, air and water quality, climate variability and change, and the management of chemicals. Canada's support for environmental issues in the Americas focuses on strengthening the capacity of regional institutions and countries to support improved environmental policy, management and regulation, and adaptation to climate change in such sectors as energy, water and sanitation, mining, oil and gas, agriculture and pesticides, and disaster management. Canada spends over CDN\$9 million annually in these areas.

In March 2001 Canada hosted the Meeting of Ministers of the Environment of the Americas. This led to the effective integration of environmental priorities into the Quebec City Summit Plan of Action.

In support of the mandate established at Quebec City, Canada hosted the Health and Environment Ministers of the Americas (HEMA) meeting in Ottawa in March 2002. The meeting agreed to establish a task force of officials from the health and environment sectors throughout the region to move the HEMA initiative forward. Since then, Canada has been working with regional counterparts and representatives from the Pan American Health Organization (PAHO) and the United Nations Environment Programme to support the work of the HEMA Task Force. The task force is scheduled to meet three times in 2003 to make proposals to Ministers on a follow-up process.

Canada's continued commitment to regional environmental cooperation is evident in its work under the North American Agreement on Environmental Cooperation, the Canada-Chile Agreement on Environmental Cooperation, and the Canada-Costa Rica Agreement on Environmental Cooperation, and in its engagement in the World Bank's Clean Air Initiative. The three environmental cooperation agreements are each associated with a free trade agreement, and reflect Canada's commitment to promoting sound environmental management simultaneously with trade liberalization.

Agricultural Management and Rural Development

The Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA) is the key ministerial forum for agriculture and rural development in the Hemisphere, and is helping implement the Quebec City Summit Plan of Action in these areas.

A member of IICA since 1972, Canada plays an active role in the Institute by participating in meetings of the Inter-American Board of Agriculture, the Executive Committee and the Special Advisory Commission on Management Issues. Canada has also contributed to the re-organization of the Institute and to the development of its medium-term plan, which identifies six strategic areas for cooperation over the 2002-06 period:

- trade and agri-business;
- agricultural health and food safety;
- technology and innovation;
- sustainable rural development;
- information and communication; and
- education and training.

Ongoing cooperation through IICA continues to give Canada invaluable experience within the inter-American system and with IICA's 34 member states. It also provides an opportunity for the sharing of expertise between scientists, the development of stronger trade ties, and cooperative approaches to common problems.



CIDA Photo: Roger LeMoyne

Realizing Human Potential

Realizing human potential involves creating the conditions required so that all individuals can have more opportunities to develop their potential and contribute to the development of the societies in which they live and work. That means giving them the tools to develop and compete. The objective is to promote inclusion by empowering groups—youth, women, Indigenous peoples, the poor and disabled—who are often forced to the margins of society.

An Education Agenda of the Americas

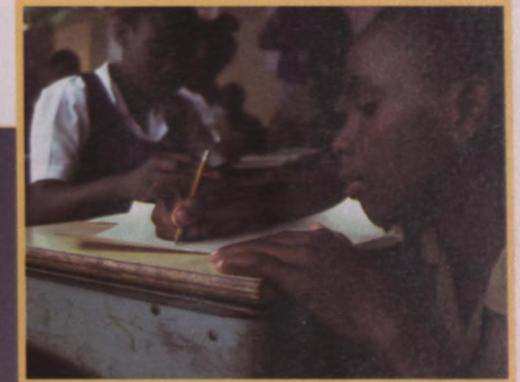
The Quebec City Plan of Action opened a new chapter in the history of education in the Americas. It set a new Hemispheric education agenda that will focus efforts to reduce poverty, promote economic growth, further develop democratic institutions and advance human potential.

In Uruguay in September 2001, at their second meeting, Ministers of Education adopted a Declaration Against Violence and also agreed to create an Inter-American Committee on Education. This will coordinate the development and implementation of Hemispheric actions of partnership enabling all countries to achieve the education goals identified by Leaders within the framework of the Summit of the Americas. Ministers will meet again in August 2003 in Mexico to review progress.

In the interim, Canada is helping countries in Latin America and the Caribbean improve the quality of education through training and upgrading for teachers and school administrators. Canada is providing CDN\$5 million over five years to help train elementary school teachers in rural areas of northern Peru in order to improve the quality of schooling for poorer, rural communities. In Guatemala, Canada has supported a reform project to improve the national education curriculum and upgrade textbooks at the elementary and secondary levels. A key aspect of this work is finding ways to reduce discrimination against Indigenous peoples.

Canada is also supporting the Inter-American Organization for Higher Education, based in Quebec City, with its College of the Americas program linking post-secondary institutions across the Americas. In addition, Canada is providing CDN\$5 million to four Latin American universities; the funds support their joint efforts to develop entrepreneurship through local cooperatives that are meant to become self-sustaining.

Canada is helping countries in Latin America and the Caribbean improve the quality of education through training and upgrading for teachers and school administrators.



CIDA Photo: Roger LeMayne

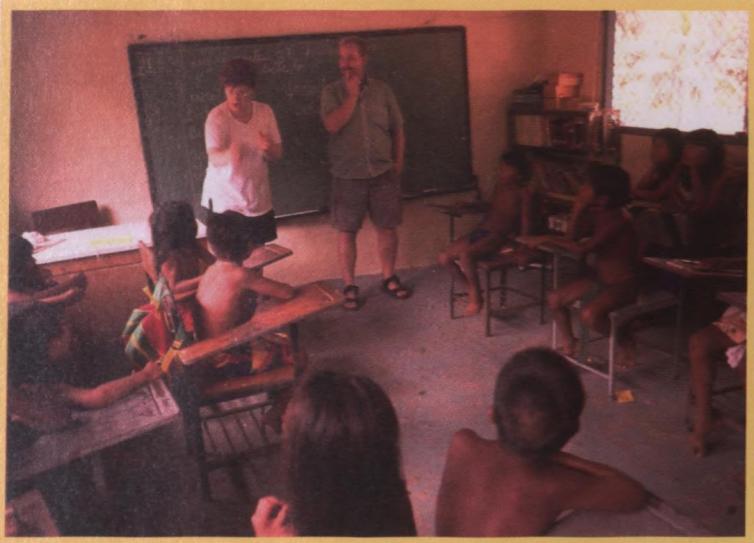
The Quebec City Summit set up the Institute for Connectivity in the Americas to promote the implementation of innovative uses of information and communication technologies in the Hemisphere (see "Connectivity," below). Based in Ottawa, the Institute is currently supporting a number of education-related projects in the Caribbean (including the Caribbean Distance Education Network in collaboration with the World Bank and the OAS), as well as Computers for Schools and Access to Internet projects in both Colombia and Costa Rica.

With these initiatives and others, Canada and its hemispheric partners are helping to empower the peoples of the Americas through education and are helping the Ministers of Education meet their commitment of "educating present and future generations in the development of their capacity to participate in a global environment."

Promoting Health Across the Hemisphere

Canada has one of the best health care systems in the world, providing high-quality health care services based on need, not the ability to pay. Canada is working with its Hemispheric neighbours to improve health services in their countries. In fact, dealing with health-related issues cooperatively is in everyone's interests in an era of unprecedented movement of people and goods across borders, when global environmental health issues are of concern to all.

As noted earlier, in March 2002 Canada hosted a meeting of Ministers of Health and Ministers of Environment from across the Hemisphere as a follow-up to the Quebec City Summit Plan of Action. The objective was to foster a new spirit of cooperation, with increased levels of technical support and targeted development assistance.



CIDA Photo: David Trattles

Canada contributes some CD\$25 million per year to Latin American and Caribbean health initiatives that improve basic health care and reduce the spread of HIV/AIDS and other communicable diseases.

In the Americas, Canada works directly with other countries and also with the Pan American Health Organization to provide Canadian technical and scientific expertise that helps address a wide variety of issues, including HIV/AIDS, tobacco control, Indigenous health problems, improvements in laboratories and health surveillance systems. Among the projects that Canada has developed in coordination with PAHO are the following: a Canada-Costa Rica project on women's health policies; the Latin-American/Caribbean-Canada project on surveillance of anti-microbial resistances; and the Mexico-Canada project on healthy ageing. Canada supports PAHO in its efforts to prevent and control communicable diseases in South America and Haiti. Canada has also signed an agreement with the United States to work more cooperatively on health concerns relating to Indigenous populations.

Canada is involved in community health care projects together with the Canadian Red Cross Society in Honduras and Nicaragua. These strengthen the capacities of local Red Cross societies to assist local ministries of health in delivering primary health care services to people most in need. The Government of Canada also works with the Newfoundland Centre for Nursing Studies, using distance education technology to train new primary health care nurses in El Salvador, Guatemala, Honduras and Nicaragua.

Hemispheric Development

The Quebec City Plan of Action represented a broad consensus on the priority development issues facing the Americas. Canada is committed to being an active partner in addressing those concerns. It is working with partners from intergovernmental organizations, governments, non-governmental organizations (NGOs) and the private sector to fulfill commitments made in Quebec City.

Canada's development program is working with developing countries in the Americas to reduce poverty and improve equity. The program reflects the multi-faceted nature of the challenges facing the region. In some countries, the focus is on supporting human rights, democracy and the effective participation of citizens in the decisions that affect them. In other nations, the emphasis is on public sector reform, improving the delivery of basic social services, and increasing the productive and earning capacity of the poor. Activities stress the need to empower vulnerable groups—such as women, children and Indigenous peoples—so that they can participate more actively in the social, political, economic and environmentally sustainable development of their societies. Since the Summit, Canada's development cooperation program has committed CDN\$420 million in financial and technical support to some 120 development projects related to the Summit Plan of Action.

Throughout Latin America and the Caribbean, Canada is facilitating the transfer of Canadian knowledge and approaches to partner organizations that are capable of adapting such know-how to meet pressing development challenges.

Canada is working closely with other donor countries to help Honduras implement its Poverty Reduction Strategy, a comprehensive plan developed by the Hondurans to promote their own development. Canada is providing resources to six funds being managed locally to advance sustainable development in agriculture, forestry, environment, health, and water sanitation.

In Bolivia, Canada is supporting the country's efforts to reduce poverty and improve the quality of life of poor Bolivians. Sectoral priorities are health, water and sanitation, and government modernization; gender equality and sustainable development are cross-cutting themes.

Canada is also contributing to a social development fund in Haiti to help the most disadvantaged people access high-quality services for health and nutrition, basic education, and measures combatting HIV/AIDS. Canada is working in the Commonwealth Caribbean to improve the ability of key local and regional organizations to combat HIV/AIDS, and has committed CDN\$20 million to this effort.

An example of increasing regional cooperation is provided by the Inter-American Agency for Cooperation and Development of the OAS. Canada was a leader in the establishment of the Agency in 2000 and remains active on its Management Board. The Agency has adopted the priorities of gender equality, environment, civil society participation and results-based programming. Three quarters of its budget supports projects in the fields of education, social development and employment creation in the Hemisphere.

Another regional initiative is the Eastern Caribbean Economic Management Program. This is building the capacity of key national and regional institutions in the Caribbean to better manage government spending, taxation and financial policies.



CIDA Photo: Greg Kinch

Since the Summit, Canada's development cooperation program has committed CDN\$420 million in financial and technical support to some 120 development projects related to the Summit Plan of Action.

Promoting Gender Equality Across the Hemisphere

Canada actively promotes gender equality at the domestic and international level, not only as a human rights issue but as an essential component of democratic development.

At Quebec City, the Leaders endorsed the Inter-American Program on the Promotion of Women's Human Rights and Gender Equity and Equality. They committed to advancing gender equality through various activities, including: strengthening national machineries responsible for the advancement of women; integrating a gender perspective into all OAS organs and agencies; and promoting women's human rights by strengthening and fostering women's full and equal participation in political life and decision making at all levels in their countries.



CIDA Photo: Greg Kinch

Canada actively promotes gender equality at the domestic and international level, not only as a human rights issue but as an essential component of democratic development. True development will be achieved only if women are able to participate as equal partners, decision makers and beneficiaries of the development of their societies. These principles are explicitly recognized in the Universal Declaration of Human Rights and the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW).

Canadian efforts focus on three key goals: improving women's economic autonomy and well-being; eliminating systemic violence against women and children; and advancing women's overall human rights.

At home, the Government of Canada adopted the Agenda for Gender Equality in 2000. The Agenda aims to enhance voluntary sector capacity, engage Canadians in the policy process, undertake and promote gender-based analysis, address critical gaps that prevent the further advancement of gender equality, and meet Canada's international commitments with respect to gender equality. For instance, the Gender-Based Analysis (GBA) training program developed in 2001 has trained federal and provincial government employees and some NGOs in GBA. Further, since 1999 approximately CDN\$10 million has been invested annually to support civil society activities seeking to improve women's economic status, eliminate violence against women and children, and advance issues of social justice.

At the hemispheric level, Canada is also active in promoting women's human rights and economic autonomy. For example, for the period 2002-04 Canada is serving as Vice-President of the Executive Committee of the Inter-American Commission of Women (CIM), and it supports the role of the CIM as the primary policy-making body on women's human rights and gender equality in the inter-American system. Canada has provided CDN\$500,000 for a gender mainstreaming training program with the OAS General Secretariat.

In October 2002, Canada acceded to the CEDAW Optional Protocol, which provides an additional mechanism for Canadians to advance their human rights.

Working Together: The Indigenous Peoples of the Americas

The Quebec City Summit Declaration and Plan of Action focused the attention of governments within the Americas on the importance of Indigenous issues. As Chair of the Summit process, Canada persuaded its partners to provide strong support for the Indigenous Summit, which took place in the lead-up to Quebec City. The event provided Indigenous peoples from across the Hemisphere with an opportunity to prepare a declaration; this was then circulated to Leaders at the Quebec City Summit.

The Government of Canada has engaged a number of governments in the region through bilateral visits to exchange best practices and lessons learned in areas such as land claims, economic development, Aboriginal justice, bilingual education and connectivity. The Government of Canada continues to work with other states and Indigenous peoples to prepare the Draft American Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

The Government of Canada also hosted the second annual Connecting Aboriginal Canadians Forum in March 2003. Fifty Indigenous representatives from Latin America were present at the event and had an opportunity to share best practices and lessons learned in the area of connectivity with Aboriginal and government representatives from Canada.

Canada has meanwhile promoted the expansion of trade and economic development, and the fostering of economic, social and cultural cooperation between Canadian and other Indigenous communities of the Americas. In particular, in January 2003 Canada launched the Indigenous Peoples Partnership Programme (IPPP); this will provide up to CDN\$10 million over a four-year pilot period to support development partnerships between Indigenous peoples in Canada and those in other countries, initially in the Americas region. The IPPP has the following goals: to increase the development capacity of Indigenous peoples in Latin America and the Caribbean, and of the entities dealing with them; to increase the international development expertise of Canadian Aboriginal entities; and to foster sustainable partnerships between Aboriginal peoples in Canada and Indigenous peoples in Latin America and the Caribbean.

Fostering a Culturally Diverse Hemisphere

Since the Quebec City Summit, Canada has played a leading role in advancing cultural policies in the Americas.

As part of the implementation of the Quebec City Plan of Action, Canada has hosted two Meetings of Experts on Culture—one in Vancouver, British Columbia, in March 2002 and one in Halifax, Nova Scotia, in March 2003. These seminars brought together representatives of governments, multilateral institutions, civil society organizations and cultural industries from Canada and the rest of the Hemisphere to exchange views and discuss and share strategies that would contribute to the preservation and promotion of cultural diversity in the Americas.

In close partnership with Colombia, Canada played a leading role in preparations for the first Hemispheric Meeting of Ministers of Culture, held in Cartagena, Colombia, in July 2002.

The Summit of the Americas process helped advance the fight against performance-enhancing drug use by competitive athletes, facilitating the first meeting of Ministers of Sport in the Americas in Brazil in April 2003.



The Summit process has helped Canada contribute to the Hemispheric cultural diversity agenda and secured a leadership role for Canada in key policy areas.

Canada has promoted the expansion of trade and economic development, and the fostering of economic, social and cultural cooperation between Canadian and other Indigenous communities of the Americas.

Canada took the opportunity of the Quebec Summit to announce the creation of the Institute for Connectivity in the Americas (ICA).

Connectivity

Canadians know by experience that information and communications technology can bring us together as a nation even as it transforms the way we study, work, heal, communicate, build, entertain and govern ourselves.

Canada has quickly seized the opportunity to take a leadership position on-line with an array of private-sector and government initiatives winning worldwide attention. Now that digitized information is becoming available throughout the Americas, Canadian experience with new media and information technology provides an opportunity to connect Canada even more closely with its hemispheric neighbours.



CIDA Photo: Greg Kinch

Leaders at the Quebec City Summit issued a statement on "Connecting the Americas." This recognized that the region is beginning a historic transformation, with a vastly enhanced capacity to access knowledge and improve information flows.

In demonstration of its commitment to promoting the transformation, Canada took the opportunity of the Quebec Summit to announce the creation of the Institute for Connectivity in the Americas (ICA). The ICA aims to build on the success of Canada's domestic "Connecting Canadians" strategy and international development experience to achieve the Leaders' objectives, working with international institutions, the private and public sectors, academic institutions, and civil society.

ICA's role within the Americas is to lead, facilitate, promote and foster the accelerated development and adoption of Hemispheric connectivity, with a focus on regional approaches. The Institute is filling a critical gap by assisting the coordination, collaboration and sharing of efforts across countries; it is promoting strategic partnerships and financing, and is providing leadership and support to jurisdictions, providers and stakeholders.

Canada plays a leading role in a parallel process within the OAS. It has been working within the Inter-American Telecommunication Commission to develop a simple model that national governments can use to develop a plan for connectivity appropriate to their circumstances. Canadian-led efforts have resulted in the creation of the Agenda for Connectivity in the Americas and Plan of Action of Quito (ACAPAQ).

Connectivity and a Hemispheric Infrastructure

Developing digital information and communications technology is part of broader efforts to create a truly integrated hemispheric infrastructure. This would improve global competitiveness, while bringing myriad benefits in enhancing human potential.

For example, Canada has played the leading role in the establishment of the Western Hemisphere Transportation Data System (WHTDS). The WHTDS establishes better linkages among transportation information networks by improving transportation information exchange and dissemination among countries of the Hemisphere. This includes information linking transportation and health data that reflect the social and financial consequences of increased traffic.

A core element of any infrastructure, transportation is a complex issue that requires extensive coordination. Along with the WHTDS, Canada has led a number of initiatives under the Western Hemisphere Transportation Initiative, a forum for cooperation and information exchange between the transport ministries of Summit of the Americas countries. Work towards the establishment of a Dangerous Goods Working Group has begun, and Canada chaired the Group of Experts on Aviation Safety and Security. Here too, connectivity is key to creating a more effective hemispheric infrastructure.

ACAPAQ follows the Canadian model, with efforts focused on encouraging the involvement of all sectors of society in developing a plan that addresses issues of developing infrastructure, increasing use through capacity building, and developing relevant content for users. To be successful, Canada believes the plan must: benefit from leadership at the highest level; be based on principles of equity, universality and affordability; and be geared to stimulate the production and dissemination of relevant content in critical areas, meeting the fundamental needs of the citizens of the Americas. ACAPAQ has been circulated to all the countries of the Americas. Representatives of multilateral development banks and other international, regional and sub-regional institutions are meeting regularly to advance its progress.

Through initiatives such as Canada's Institute for Connectivity in the Americas and ACAPAQ, Canada is working with national administrations, the Inter-American Development Bank, the World Bank and the OAS to connect people, schools, communities and governments.

"Connecting Canadians" has given Canada a decade's worth of experience in the application of information and communications technology. Innovative policies, programs, products and practitioners are in great demand throughout Latin America and the Caribbean. Canadians are working assiduously to meet the demand together with our partners throughout the Hemisphere.

A Future for the Children and Youth of the Americas

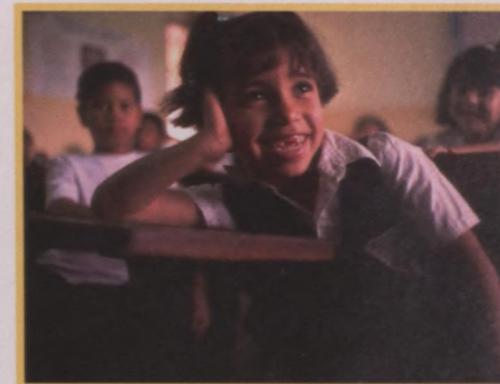
Fifty percent of the population of Latin America and the Caribbean is under 18 years of age, and 60 percent of these children live in poverty. One in five of those between 6 and 18 years old is working, often in hazardous conditions. Street kids face hunger, disease and violence. In some countries, children and adolescents are recruited to fight for warring factions or with armed gangs.

Protecting children and youth in the Americas from neglect, abuse, discrimination and exploitation is a top priority for Canada, and a major focus of the Quebec City Summit Plan of Action. Canada recognizes that investment in children and youth will allow them to reach their full potential for lifelong cognitive, social and emotional development and physical health. The Third Summit of the Americas was the first to include the category of Children and Youth within its Declaration and Plan of Action. This was an important acknowledgment that the rights of children remain a concern of all peoples of the Hemisphere. The inclusion of this category was initiated and strongly supported by Canada.

Canada has launched a range of cooperative initiatives to start tackling the enormous challenges that lie ahead. Canada spends about CDN\$4 million every year for child protection in the Americas, especially in the key areas of child labour, street children, and children affected by armed conflict.

For example, in Colombia, Canada is providing CDN\$3.5 million to two projects that focus on children affected by armed conflict. One project, with Save the Children Canada, will address the immediate educational and psycho-social requirements of children displaced by conflict. The other project, with Foster Parents Plan, aims to stop the recruitment of children into armed groups. In Argentina, the Canadian Child Care Federation is working with local partners to improve the quality of early childhood care and development. In Nicaragua, Canada works with Save the Children Canada to promote children as effective leaders in their communities. Canada is

Protecting children and youth in the Americas from neglect, abuse, discrimination and exploitation is a top priority for Canada, and a major focus of the Quebec City Summit Plan of Action.



CIDA Photo: David Trattles

Conclusion

contributing CDN\$5 million to the country program of the United Nations Children's Fund (UNICEF) in Jamaica, and CDN\$3 million to UNICEF's program on Sexual and Reproductive Health Services for Adolescents in Guatemala; this will support efforts by the national public health system and participating NGOs to strengthen the delivery and quality of services for adolescents. A three-year, CDN\$686,000 project through the Association des centres jeunesse du Québec seeks to improve child protection in Chile. The project is reinforcing the capacity of the Chilean National Child Service and its collaborating institutions to improve the quality of child welfare and rehabilitation services for young offenders.



At a regional level, Canada is supporting the Inter-American Children's Institute, a specialized OAS agency. A CDN\$300,000, three-year project is helping to develop child labour policies and legislative models for governments in order to provide greater legal protection to children and youth.

CIDA Photo: David Barbour

Canadians can be proud of the role played by Canada through its Chairmanship of the Summit of the Americas process, which began in November 1999. As Chair, Canada made a commitment to ensure that the Declaration and Plan of Action emerging from the Quebec City Summit of the Americas reflected the principles and the essence of our country: the strengthening of democracy; the creation of prosperity; and the realization of human potential. Canada also remains committed to ensuring that this Plan of Action continues to be implemented both in Canada and throughout the Hemisphere.

The work does not end with the passing of the torch to Argentina on June 9, 2003. On the contrary, Canada's leading role on issues such as engagement and transparency requires that we continue to be in the forefront. Canada will continue to propose new ways to proceed in building upon the growing cooperation among our countries and our peoples in the shaping of our shared Hemisphere.

For more information on Canada's engagement with the Hemisphere and the Summit of the Americas process, please consult the following Web sites:

AmericasCanada.org

Canada's leading on-line source for information about the social, cultural, political and economic issues and events that bind the 34 democratic countries of the Western Hemisphere.

Canada.gc.ca

The official Web site of the Government of Canada, including links to the departments and agencies involved in the Summit process.

OAS.org

The official Web site of the Organization of American States.

summit-americas.org/default.htm

The official Web site of the Summit of the Americas Information Network.